

**Assemblée générale**

Distr. générale
29 octobre 2003
Français
Original: anglais

Cinquante-huitième session

Point 165 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies au Libéria**Budget de la Mission des Nations Unies au Libéria
pour la période allant du 1er août 2003 au 30 juin 2004****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Mandat et résultats escomptés	1–5	4
II. Ressources nécessaires	6–129	16
A. Ressources financières	6	16
B. Ressources humaines	7–8	17
C. Services organiques	9–129	18
III. Analyse des montants demandés	130–151	50
IV. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	152	56
V. Organigrammes		57
Carte		63



Résumé

Le présent rapport contient le budget de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pour la période allant du 1er août 2003 au 30 juin 2004, dont le montant s'élève à 564 614 300 dollars, y compris les contributions volontaires budgétisées en nature, pour un total de 120 000 dollars. Ce montant se répartit comme suit : 9 688 300 dollars au titre des dépenses effectuées par la MINUL pour la période allant du 1er août au 30 septembre 2003, et 554 926 000 dollars pour couvrir le montant estimatif des dépenses à prévoir pour la période allant du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004.

Le budget prévoit le déploiement échelonné de 14 785 militaires, 215 observateurs militaires, 1 115 policiers civils, y compris 360 membres d'unités de police constituées, 893 fonctionnaires civils internationaux, dont 286 Volontaires des Nations Unies, et 768 civils libériens.

Pour la période allant du 1er août 2003 au 30 juin 2004, les prévisions totales de dépenses pour le fonctionnement de la MINUL ont été établies au regard de l'objectif de la Mission, en fonction des résultats à atteindre dans ses différentes composantes : cessez-le-feu, droits humanitaires et droits de l'homme, réforme de la sécurité, processus de paix et appui. Les ressources financières à prévoir pour les différentes opérations sont reliées à la composante appui par un produit quantitatif au moins pour chacune des principales classes d'opérations.

Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pour les exercices budgétaires allant du 1er août au 30 septembre 2003 et du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004

Catégorie de dépenses	Prévisions de dépenses pour la période allant du 1er août 2003 au 30 juin 2004		
	Dépenses du 1er août au 30 septembre 2003	Prévisions de dépenses du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004	Total
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)
Militaires et personnel de police	396,0	199 891,3	200 287,3
Personnel civil	1 891,5	49 763,8	51 655,3
Dépenses opérationnelles	7 400,8	305 150,9	312 551,7
Montant brut	9 688,3	554 806,0	564 494,3
Recettes provenant des contributions du personnel	214,3	4 995,7	5 210,0
Montant net	9 474,0	549 810,3	559 284,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	120,0	120,0
Total	9 688,3	554 926,0	564 614,3

Ressources humaines

<i>Catégorie de personnel^a</i>	<i>Postes proposés</i>
Observateurs militaires	215
Contingents	14 785
Police civile	755
Unités de police constituées	360
Personnel international	607
Personnel recruté sur le plan national	768
Volontaires des Nations Unies	286

^a Maximum des effectifs autorisés.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre IV du présent rapport.

I. Mandat et résultats escomptés

1. Le tableau 1 donne l'historique de l'établissement de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL).

Tableau 1

<i>Date</i>	<i>Par rapport au jour J</i>	<i>Description</i>
29 juillet 2003	J-52 jours	Le Secrétaire général a présenté au Président du Conseil de sécurité une lettre dans laquelle il proposait la création d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies au Libéria (S/2003/769).
1er août 2003	J-49 jours	Le Conseil de sécurité a fait part de son intention de créer une force de stabilisation des Nations Unies au Libéria (résolution 1497 (2003) du Conseil de sécurité).
4 septembre 2003	J-15 jours	Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a autorisé l'engagement d'un montant de 47 462 700 dollars pour financer les besoins initiaux logistiques et en personnel essentiels afin d'assurer le fonctionnement de l'opération au Libéria pour la période allant du 1er août au 31 décembre 2003.
11 septembre 2003	J-8 jours	Le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son rapport sur le Libéria (S/2003/875), dans lequel il recommandait la mise en place d'une opération de maintien de la paix multinationale des Nations Unies au Libéria, à savoir la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL).
19 septembre 2003	Jour J	Le Conseil de sécurité a décidé de créer la MINUL pour une période initiale de six mois [résolution 1509 (2003) du Conseil de sécurité].
29 octobre 2003	J+40 jours	L'établissement du budget de la MINUL est achevé.

2. La Mission des Nations Unies au Libéria a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, à savoir aider le Gouvernement national de transition du Libéria à mettre en oeuvre l'Accord de paix et l'Accord de cessez-le-feu, à faciliter la fourniture d'une assistance humanitaire et à assurer le maintien de la paix et de la sécurité au Libéria.

3. Durant la période considérée, la Mission, aux termes de son mandat, mènera plusieurs activités essentielles qui contribueront aux réalisations escomptées,

comme le montrent les tableaux récapitulatifs ci-dessous. Ces réalisations sont regroupées selon les composantes habituelles : cessez-le-feu; droits humanitaires et droits de l'homme; réforme de la sécurité; processus de paix; et appui. Ces composantes reflètent, plutôt qu'elles ne le déterminent, l'esprit commun du programme de réalisations et produits attendus des différentes composantes.

4. Les réalisations escomptées devraient permettre d'atteindre l'objectif fixé par le Conseil de sécurité à la Mission, et les indicateurs de succès devraient servir de critères permettant de mesurer les progrès accomplis. Les ressources financières à prévoir sont reliées à la composante appui par au moins un produit quantitatif pour chacune des principales classes de dépenses opérationnelles.

5. Le budget initial a été établi sur la base des recommandations formulées par l'équipe d'enquête technique et tient compte du calendrier provisoire de déploiement du personnel militaire et civil. À cet égard, les crédits demandés pour la période considérée ne couvrent que 75 % du montant total des dépenses devant être engagées par la Mission pour l'achat de véhicules et autres biens d'équipement. Le budget prévoit le déploiement échelonné de 14 785 militaires, 215 observateurs militaires, 1 115 policiers civils, y compris 360 membres d'unités de police constituées, 893 civils internationaux, y compris 286 Volontaires des Nations Unies, et 768 agents nationaux, l'établissement du quartier général de la Mission à Monrovia ainsi que l'apport d'un soutien administratif et logistique aux personnels militaire et civil déployés dans quatre secteurs et 15 comtés (districts) sur tout le territoire libérien.

Composante 1 : cessez-le-feu

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.1 Consolidation et renforcement de la paix et de la sécurité au Libéria	<p>1.1.1 Mise en place de la Commission mixte de suivi</p> <p>1.1.2 Liberté de mouvement accrue pour la population dans l'ensemble du pays</p> <p>1.1.3 Aucune violation grave de l'Accord de cessez-le-feu</p> <p>1.1.4 Il n'y a plus d'armes non autorisées à Monrovia et dans les zones avoisinantes</p>
<i>Produits</i> <ul style="list-style-type: none"> • 2 096 640 jours de patrouilles militaires effectuées pour observer et surveiller la mise en oeuvre de l'Accord de cessez-le-feu (40 patrouilles militaires, 48 patrouilles par secteur, 4 secteurs, 273 jours) • 524 160 jours de patrouilles militaires des points de contrôle/postes d'observation effectuées pour observer et superviser le désengagement et le cantonnement des forces militaires des parties à l'Accord de paix global (10 patrouilles par point de contrôle/poste d'observation, 48 points de contrôle/poste d'observation par secteur, 4 secteurs pendant 273 jours) • 218 400 jours de patrouilles militaires effectuées pour superviser le désengagement et le cantonnement des forces militaires des parties à l'Accord de paix global (10 militaires par patrouille, 20 patrouilles par secteur, 4 secteurs pendant 273 jours) 	

- 5 000 heures de patrouilles aériennes effectuées pour enquêter sur les violations du cessez-le-feu le long des frontières libériennes (50 heures par mois d'hélicoptères MI 24, à raison de 8 hélicoptères pendant 7 mois, et 55 heures par mois d'hélicoptères MI 8 (MT), à raison de 8 hélicoptères pendant 5 mois)
- 109 200 jours de patrouilles militaires pour enquêter sur les violations du cessez-le-feu le long des frontières du Libéria (5 observateurs militaires par patrouille, 20 patrouilles par secteur, 4 secteurs pendant 273 jours)
- 218 400 jours de militaires pour assurer la sécurité des principales installations dans certains ports, aéroports et autres infrastructures essentielles dans les principales villes et localités (20 militaires par installation clef, 10 installations par secteur, 4 secteurs pendant 273 jours)
- Maintien en permanence d'une liaison hebdomadaire avec le quartier général sur le terrain des parties à l'Accord de paix global
- Appui aux travaux de la Commission mixte de suivi, notamment en ce qui concerne les fonctions du Secrétariat
- Fourniture de conseils à la Commission mixte de suivi au sujet de ses responsabilités en vertu de l'Accord de paix global et de l'Accord de cessez-le-feu, y compris l'élaboration de directives opérationnelles
- Protection des civils contre la menace imminente de violence physique

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
1.2 Réalisation de progrès en ce qui concerne la réinsertion des ex-combattants dans la société civile libérienne, notamment en répondant aux besoins spéciaux des enfants soldats et des femmes, ainsi que le rapatriement, selon que de besoin, des ex-combattants non libériens	1.2.1 Constitution par le Gouvernement national de transition du Libéria de la Commission nationale de désarmement, démobilisation, réhabilitation et réinsertion 1.2.2 Reddition de leurs armes par les combattants

Produits

- La Mission a apporté son concours, en coopération avec la Commission mixte de suivi, les institutions financières internationales pertinentes, les organisations internationales de développement et les donateurs, pour l'élaboration d'un plan d'action concernant la mise en oeuvre générale d'un programme de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement de toutes les parties armées
- La Mission a assuré la sécurité dans les zones de cantonnement surtout le territoire libérien
- La Mission a procédé au désarmement et à la démobilisation volontaires de tous les enfants soldats, en particulier les filles, et a détruit leurs armes et munitions
- La Mission a effectué le désarmement et la démobilisation volontaires des combattants adultes et a détruit leurs armes et munitions
- La Mission a organisé des ateliers sur tout le territoire libérien afin d'engager la société civile dans le processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement
- La Mission a élaboré et réalisé à l'échelle du pays tout entier un programme d'information multimédias à l'appui du processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement faisant appel aux moyens suivants : télévision, radio, journaux nationaux, bulletins d'information et brochures

- La Mission a effectué des opérations communes de maintien de la paix dans la région dans le cadre du processus de désarmement, démobilisation, réinsertion et rapatriement

Facteurs externes

- Les parties au conflit sont disposées à mettre en oeuvre l'Accord de paix global
- Les pays fournisseurs de contingents mettront en place les moyens d'action nécessaires dans le domaine militaire et dans celui de la police civile, ainsi qu'approuvé par le Conseil de sécurité

Composante 2 : droits humanitaires et droits de l'homme

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.1 Amélioration de la situation humanitaire au Libéria	<p>2.1.1 Les parties libériennes ont signé un accord ayant pour objet de donner aux agents des organismes humanitaires un accès libre et sans entrave aux populations en ce qui concerne la distribution d'une aide humanitaire et d'une assistance au Libéria</p> <p>2.1.2 Les organismes humanitaires ont obtenu un plus large accès aux populations dans le besoin</p> <p>2.1.3 Rapatriement sûr et durable de 50 000 réfugiés de Sierra Leone et de Côte d'Ivoire vivant au Libéria</p> <p>2.1.4 Réduction du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du Libéria</p> <p>2.1.5 Retour de 300 000 réfugiés libériens</p>
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Mission a escorté les convois humanitaires quotidiens et assuré la sécurité des points de distribution d'aide humanitaire • La Mission a coordonné les efforts humanitaires internationaux au Libéria • La Mission a administré les projets à impact rapide • La Mission a organisé des ateliers trimestriels de cinq jours dans trois secteurs afin de favoriser l'amélioration de la situation humanitaire • La Mission a effectué à l'échelle du pays une évaluation d'impact environnemental (déboisement, extraction minière, faune sauvage) de concert avec le Gouvernement national de transition, de manière à déterminer les mesures à prendre pour rétablir une gestion rationnelle des ressources naturelles • La Mission a aidé le Gouvernement de transition à rétablir une gestion rationnelle des ressources naturelles 	

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
2.2 Réalisation de progrès en ce qui concerne la promotion et de la protection des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la réconciliation nationale au Libéria	<p>2.2.1 Le Gouvernement national de transition ratifie le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Statut de la Cour pénale internationale</p> <p>2.2.2 Réduction du nombre et de la gravité des violations des droits de l'homme dont il est fait état</p> <p>2.2.3 Les violations présumées des droits de l'homme font l'objet d'une enquête par les autorités nationales</p> <p>2.2.4 La Commission nationale indépendante des droits de l'homme est créée</p> <p>2.2.5 Les auteurs de violations des droits de l'homme et d'abus s'y rapportant sont traduits en justice</p> <p>2.2.6 La Commission vérité et réconciliation est constituée</p>
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Mission a organisé un atelier national et trois ateliers préparatoires de secteur concernant la création de la Commission indépendante nationale des droits de l'homme • La Mission a élaboré un programme visant à la création de la Commission indépendante des droits de l'homme, et a notamment formulé des recommandations concernant la législation • La Mission a organisé un séminaire national et trois séminaires préparatoires de secteur concernant la création d'une Commission vérité et réconciliation • La Mission a élaboré un programme visant à la création de la Commission vérité et réconciliation, et a notamment formulé des recommandations concernant la législation • La Mission a organisé 15 ateliers de comté, quatre ateliers de secteur et deux ateliers nationaux, en vue de faciliter l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action en matière de droits de l'homme au niveau national • La Mission a supervisé les droits de l'homme dans 15 comtés du Libéria • La Mission a créé des sociétés des droits de l'homme dans au moins un établissement scolaire du secondaire ou du tertiaire dans chacun des 15 comtés • La Commission a créé un centre d'information et de recherche sur les droits de l'homme doté de 10 antennes de recherche à Monrovia • La Mission a effectué 30 missions d'évaluation des droits de l'homme dans tout le Libéria, l'accent étant mis sur les abus et les violations dirigés contre des enfants et des femmes • La Mission a organisé 23 ateliers de sensibilisation aux droits de l'homme à l'intention des acteurs humanitaires, des organisations non gouvernementales nationales et de la société civile, en particulier s'agissant des groupes vulnérables, y compris les enfants et les femmes 	

- La Mission a organisé cinq ateliers sur l'établissement de rapports concernant les traités à l'intention des fonctionnaires ministériels qui sont directement responsables de l'établissement des rapports destinés aux organes de surveillance de l'application des traités
- La Mission a organisé trois ateliers à l'intention de représentants du Gouvernement visant à susciter une sensibilisation au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et au Statut de la Cour pénale internationale en vue d'encourager la ratification de ces instruments
- La Mission a effectué 10 missions spéciales d'enquête et a élaboré des rapports sur les violations flagrantes des droits de l'homme
- La Mission a effectué 30 missions d'enquête et a élaboré des rapports, y compris des analyses de laboratoire, au sujet des violations flagrantes des droits de l'homme, l'accent étant mis tout particulièrement sur les massacres de civils et l'existence de charniers
- La Commission a effectué des enquêtes sur 3 000 cas d'abus et de violation des droits de l'homme dans tout le Libéria et les a documentés
- La Commission a aidé 50 victimes d'abus et de violations graves des droits de l'homme à obtenir réparation par l'entremise du système judiciaire national
- La Mission a appuyé 15 organisations non gouvernementales s'occupant des droits de l'homme en vue de la mise en place d'une capacité nationale de surveillance et de protection des droits de l'homme
- La Mission a tenu des réunions de coordination hebdomadaires avec la communauté humanitaire et les acteurs humanitaires en vue de traiter les problèmes de protection

Facteurs externes

- Les parties au conflit sont disposées à mettre en oeuvre l'Accord de paix global
- Les pays fournisseurs de contingents mettront en place les capacités militaires et de police civile requises, ainsi qu'approuvé par le Conseil de sécurité

Composante 3 : réforme de la sécurité

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
3.1 Renforcement de l'ordre public et création d'un service national de police viable au Libéria	<p>3.1.1 Le Gouvernement national de transition du Libéria a établi un comité technique chargé de définir la composition, le mode de sélection et les modalités de l'enquête préalable pour les membres de la police libérienne</p> <p>3.1.2 Le Gouvernement national de transition du Libéria a approuvé le plan de restructuration et de réorganisation de la police civile libérienne</p> <p>3.1.3 Diminution du nombre de cas de troubles civils dans les principales villes et localités</p> <p>3.1.4 Ouverture de l'académie de police libérienne aux fins de formation</p>

	3.1.5 La Police nationale libérienne a supprimé le port des armes de fort calibre
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Mission a procédé à des analyses de la Police nationale libérienne afin d'en déterminer la capacité et les besoins • La Mission a effectué 7 680 patrouilles quotidiennes dans tout le Libéria (deux policiers civils par patrouille, quatre patrouilles par secteur, quatre secteurs pendant 240 jours) • La Mission a supervisé, appuyé et conseillé la Police nationale libérienne dans 66 postes auxiliaires au sujet des opérations de police, des enquêtes, des patrouilles et des services de police communautaires • La Mission a aidé la Police nationale libérienne à élaborer des politiques concernant les contrôles de sécurité, la sélection, l'enregistrement, la certification et l'autorisation • La Mission a élaboré un programme de formation de la Police nationale libérienne • La Mission a aidé à la reconstitution de l'académie nationale de police • La Mission a organisé deux cours sur les pratiques de police démocratiques à l'intention de la Police nationale libérienne • La Mission a organisé deux cours sur les droits de l'homme à l'intention de la Police nationale libérienne • La Mission a organisé une campagne pour le recrutement de membres de la Police nationale libérienne, notamment sous forme d'émissions radiophoniques et de publications • La Mission a formé 500 membres de la Police nationale libérienne à la gestion des troubles civils • La Mission a fourni un appui complémentaire à la Police nationale libérienne pour l'aider à faire face aux problèmes de désordres civils et à assurer la protection des civils contre la menace imminente de violence physique dans les zones de déploiement • La Mission a effectué les enquêtes de sécurité concernant les membres de la Police nationale libérienne afin d'évaluer leur compétence professionnelle et de déterminer s'ils avaient participé à des abus des droits de l'homme 	
<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
3.2 Création au Libéria d'institutions judiciaires et pénitentiaires viables	<p>3.2.1 Les nominations à des fonctions judiciaires sont effectuées en conformité avec l'Accord de paix global</p> <p>3.2.2 Le Gouvernement national de transition du Libéria a mis en place une capacité nationale de surveillance des prisons et de formation en la matière</p> <p>3.2.3 Le Gouvernement national de transition du Libéria ratifie toutes les conventions internationales précédemment signées avant le conflit</p>

<i>Produits</i> <ul style="list-style-type: none"> La Mission a aidé et conseillé les diverses composantes du système judiciaire national, y compris les bureaux des procureurs, les avocats de la défense, les tribunaux et le Ministère de la justice La Mission a recruté et formé 20 gardiens de prison libériens pour la prison de Monrovia La Mission a conseillé les services pénitentiaires libériens en ce qui concerne la mise en place de procédures, de processus et de politiques La Mission a conseillé la Cour suprême libérienne concernant la désignation de nouveaux juges La Mission a organisé des réunions hebdomadaires avec les acteurs nationaux et internationaux concernant les réformes du secteur judiciaire au Libéria La Mission a supervisé régulièrement les procès civils et criminels dans tout le Libéria et a établi des rapports à ce sujet 	
<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
3.3 Réalisation de progrès concernant la restructuration de l'armée libérienne	3.3.1 Démantèlement de toutes les forces irrégulières 3.3.2 Restructuration des forces de défense libériennes et déploiement de ces forces dans les principales villes et localités du Libéria
<i>Produits</i> <ul style="list-style-type: none"> La Mission a aidé le Gouvernement national de transition du Libéria à la création d'une nouvelle armée libérienne restructurée en coopération avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les organisations internationales et les États intéressés 	
<i>Facteurs externes</i> <ul style="list-style-type: none"> Les parties au conflit sont disposées à mettre en oeuvre l'Accord de paix global Les pays fournisseurs de contingents mettront en place les capacités militaires et de police civile requises, ainsi qu'approuvé par le Conseil de sécurité Des candidats qualifiés seront disponibles pour être recrutés par les services de maintien de l'ordre 	

Composante 4 : processus de paix

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
4.1 Rétablissement de l'autorité nationale dans tout le Libéria	4.1.1 Le Gouvernement national de transition du Libéria a été inauguré le 14 octobre 2003

	<p>4.1.2 Un dialogue continu a été instauré entre le Gouvernement de transition du Libéria, les forces politiques, la société civile et les dirigeants traditionnels en vue d'élargir le consensus sur la réalisation de la stabilité politique et de la réconciliation nationale</p> <p>4.1.3 Le Gouvernement national de transition du Libéria a élargi et consolidé l'autorité des pouvoirs publics dans tout le pays grâce à la mise en place de structures d'administration locale fonctionnelles</p> <p>4.1.4 Le Gouvernement de transition du Libéria a présenté un plan de reconstruction en vue d'obtenir l'assistance des donateurs pour la réalisation de la stabilité à long terme au Libéria et l'amélioration du bien-être de la population</p>
<p><i>Produits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Mission a aidé le Gouvernement de transition, de concert avec la CEDEAO et d'autres partenaires internationaux, à restaurer l'autorité nationale dans tout le pays • La Mission a aidé le Gouvernement de transition, de concert avec la CEDEAO et d'autres partenaires internationaux, à élaborer une stratégie visant à consolider les institutions gouvernementales • La Mission a fait fonction de médiateur et a tenu des consultations avec tous les partis politiques et les membres de la société civile en vue de réaliser un consensus sur les questions devant permettre au processus de paix d'aller de l'avant • La Mission a engagé les chefs d'état de la CEDEAO et les institutions de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest à consolider le processus de paix au Libéria • La Mission a créé la Commission mixte de suivi et le mécanisme de coordination de haut niveau ONU-CEDEAO et a tenu des réunions de coordination avec la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest • La Mission a conçu et réalisé à l'échelle du pays un programme multimédias d'information et de plaidoyer à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement national du Libéria pour réaliser la réconciliation nationale, notamment grâce à l'achat de temps d'antenne aérienne et radiophonique et de pages dans les journaux nationaux, à la maintenance d'un site sur le Web, à la production d'affiches, de bulletins et de brochures et à la fourniture de logiciels informatiques • La Mission a doté la MINUL d'installations de radiodiffusion • La Mission a formé des journalistes locaux • La Mission a établi des rapports trimestriels du Secrétaire général et des mises à jour mensuelles à l'intention du Conseil de sécurité ainsi que d'autres rapports spéciaux, selon les besoins 	

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
4.2 Réalisation de progrès en ce qui concerne l'organisation d'élections libres, équitables et crédibles au Libéria en 2005	4.2.1 Le Gouvernement national de transition du Libéria a mis en place des mécanismes visant à assurer l'organisation d'élections libres, équitables et crédibles 4.2.2 La Commission électorale a été restructurée
<i>Produits</i> <ul style="list-style-type: none"> • La Mission a aidé le Gouvernement de transition, de concert avec la CEDEAO et d'autres partenaires internationaux, dans la préparation des élections nationales et dans la mise en place d'un plan d'action pour les élections • La Mission a effectué une évaluation électorale technique 	
<i>Facteurs externes</i> <ul style="list-style-type: none"> • Les parties au conflit sont disposées à mettre en oeuvre l'Accord de paix global • Les États de la région ne porteront pas atteinte à l'intégrité territoriale du Libéria 	

Composante 5 : appui

<i>Réalisations escomptées</i>	<i>Indicateurs de succès</i>
5.1 Fourniture à la Mission d'un appui logistique et administratif efficace et opérationnel.	5.1.1 Postes destinés au personnel national pourvus à 70 %. 5.1.2 Application intégrale des directives de politique générale dans les sept jours suivant les avis donnés par le Siège de l'ONU. 5.1.3 Demandes d'approvisionnement satisfaites à 90 % dans un délai de sept jours. 5.1.4 Investigation intégrale des incidents mettant en cause la sécurité aérienne et établissement de rapports à leur sujet dans un délai de deux jours. 5.1.5 Taux de mise à disposition des véhicules représentant 90 % du parc de véhicules. 5.1.6 Mise à disposition de services informatiques/transmissions à raison de 90 %. 5.1.7 Passation de contrats portant sur les produits de première nécessité dans les 90 jours suivant la date du mandat. 5.1.8 Constitution de tous les quartiers généraux de secteur et des installations médicales des niveaux 2 et 3 dans les 150 jours suivant la date du mandat.

Produits

- La Mission a protégé le personnel, les infrastructures, les installations et le matériel des Nations Unies

Personnel

- Jusqu'à 1 661 contrats civils ont été administrés (607 fonctionnaires internationaux, 38 fonctionnaires recrutés sur le plan national, 730 agents nationaux et 286 Volontaires des Nations Unies)
- La Mission a formé 500 fonctionnaires internationaux/civils libériens dans les domaines de l'administration générale, de la logistique, des transmissions, de l'informatique, des transports, des transports aériens, de la sécurité, des finances, des achats et des travaux de génie
- La Mission a formé 700 agents locaux à l'utilisation des règles, des procédures, du matériel et des systèmes des Nations Unies

Soutien logistique

- La Mission a assuré la mise en place, la rotation et le rapatriement de 15 000 militaires, dont 145 officiers d'état-major et 215 observateurs militaires et jusqu'à 1 115 policiers civils, y compris les membres des unités de police constituées
- La Mission a vérifié et supervisé 14 640 militaires et leur équipement
- La Mission a approvisionné en rations et en eau potable (dans tous les emplacements) 14 640 militaires
- La Mission a déchargé, inspecté, réceptionné, entreposé et distribué du matériel et des fournitures
- La Mission a établi les cartes relevant du système d'information géographique

Installations et infrastructures

- La Mission a mis en place à Freetown (Sierra Leone) un bureau de liaison et d'achat et en a assuré le fonctionnement
- La Mission a mis en place un bureau de liaison régional chargé d'assurer la liaison avec le Groupe d'observateurs militaires la CEDEAO (ECOMOG) à Abuja (Nigeria)
- La Mission a installé des locaux pour la Mission à Monrovia, dans quatre secteurs et dans 15 comtés et elle en assuré le fonctionnement
- La Mission a approvisionné en électricité tous les locaux et toutes les installations des Nations Unies
- La Mission a rénové trois aéroports dans tout le Libéria et en a assuré l'entretien

Transports terrestres

- La Mission a assuré l'entretien et le fonctionnement de 1 014 véhicules appartenant à l'ONU dotés de matériel radio haute fréquence et à très haute fréquence dans tous les emplacements
- La Mission a fourni des carburants et des lubrifiants pour le matériel appartenant aux contingents
- La Mission a assuré des services quotidiens de navette par autobus à Monrovia

Transports aériens

- La Mission a géré trois aéronefs à voilure fixe et 12 aéronefs à voilure tournante dans des emplacements situés sur l'ensemble du territoire
- La Mission a géré 16 aéronefs militaires dans divers emplacements situés sur tout le territoire
- La Mission a fourni des carburants et lubrifiants à 31 aéronefs dans quatre emplacements
- La Mission a amélioré l'infrastructure d'aviation et de navigation dans sept aéroports
- La Mission a mis en application des horaires réguliers pour les vols de passagers et de réapprovisionnement et, selon les besoins, a effectué des vols d'évacuation médicale

Transports maritimes

- La Mission a géré et supervisé l'utilisation de deux navires de 600 mètres carrés pour le transport de fournitures de long de la côte du Libéria
- La Mission a transporté de petites cargaisons en provenance et à destination d'autres missions de maintien de la paix dans la région et dans les pays fournisseurs de contingents par un moyen relativement plus efficace que les transports aériens

Transmissions

- La Mission a installé et entretenu des stations terrestres, des réseaux téléphoniques, des répéteurs et des liaisons hertziennes à l'appui des opérations dans toute la zone de la Mission
- La Mission a installé et entretenu une station de radiodiffusion à haute fréquence desservant l'ensemble du pays

Informatique

- La Mission a installé, appuyé et entretenu de grands réseaux et des réseaux locaux en ce qui concerne 1 308 ordinateurs de table, 39 serveurs, 415 ordinateurs portables, 1 190 imprimantes et 20 lecteurs optiques, y compris des systèmes d'administration de base de données et des applications bureautiques standard, dans tous les emplacements

Services médicaux

- La Mission a mis en place, fait fonctionner et entretenu des dispensaires civils du niveau 1 dans l'ensemble du Libéria
- La Mission a organisé des évacuations médicales et sanitaires primaires à partir de toutes les zones de déploiement
- La Mission a mis à disposition des fournitures médicales

Fournitures, services et matériel divers

- La Mission a effectué des enquêtes sur les incidents et accidents en matière de sécurité et a établi des rapports
- La Mission a fourni des articles d'utilisation générale à tout le personnel de la Mission
- La Mission a loué à bail et exploité un caboteur pour le transport de matériel et de fournitures

Facteurs externes

- L'accord sur le statut des forces sera respecté
- Les fournisseurs de biens et de services seront en mesure de livrer les commandes qui leur seront faites
- Du personnel national qualifié sera disponible

II. Ressources nécessaires

A. Ressources financières

1. Ressources générales

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Prévisions de dépenses pour la période allant du 1er août 2003 au 30 juin 2004</i>		
	<i>Dépenses du 1er août au 30 septembre 2003</i>	<i>Prévisions de dépenses du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004</i>	Total
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	(3) = (1) + (2)
Militaires et personnel de police			
Observateurs militaires ^a	221,7	5 285,8	5 507,5
Contingents ^a	174,3	178 963,4	179 137,7
Police civile ^a	—	12 817,4	12 817,4
Unités de police constituées ^a	—	2 824,7	2 824,7
Total partiel	396,0	199 891,3	200 287,3
Personnel civil			
Personnel international ^b	1 891,5	38 536,6	40 428,1
Personnel local ^c	—	3 550,9	3 550,9
Volontaires des Nations Unies ^c	—	7 676,3	7 676,3
Total partiel	1 891,5	49 763,8	51 655,3
Dépenses opérationnelles			
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	—	—
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—
Consultants	—	454,4	454,4
Frais de voyage	580,9	1 400,0	1 980,9
Installations et infrastructures	138,8	107 241,3	107 380,1
Transports terrestres	18,8	46 588,7	46 607,5
Transports aériens	8,7	65 419,3	65 428,0
Transports maritimes	—	7 116,0	7 116,0
Transmissions	3 273,1	26 835,4	30 108,5

	<i>Prévisions de dépenses pour la période allant du 1er août 2003 au 30 juin 2004</i>		
	<i>Dépenses du 1er août au 30 septembre 2003</i>	<i>Prévisions de dépenses du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004</i>	Total
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)
Informatique	564,4	10 642,3	11 206,7
Services médicaux	198,4	3 666,1	3 864,5
Matériel spécial	–	3 157,2	3 157,2
Fournitures, services et matériel divers	2 617,7	31 630,2	34 247,9
Projets à impact rapide	–	1 000,0	1 000,0
Total partiel	7 400,8	305 150,9	312 551,7
Total brut	9 688,3	554 806,0	564 494,3
Recettes provenant des contributions du personnel	214,3	4 995,7	5 210,0
Total net	9 474,0	549 810,3	559 284,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées ^d)	–	120,0	120,0
Total	9 688,3	554 926,0	564 614,3

^a Les montants comprennent un taux pour déploiement différé de 35 %.

^b Les montants comprennent un taux de vacance de postes de 50 %.

^c Les montants comprennent un taux de vacance de postes de 30 %.

^d Ce montant comprend 120 000 dollars provenant du Gouvernement allemand.

2. Contributions non budgétisées

6. L'accord sur le statut des forces avec le Gouvernement libérien a été conclu le 13 octobre 2003.

B. Ressources humaines

1. Militaires et personnel de police

	<i>Effectif proposé^a (2003-2004)</i>
Observateurs militaires	215
Contingents	14 785
Police civile	755
Unités de police constituées	360

^a Effectif autorisé le plus élevé.

2. Personnel civil

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>	Total, personnel interna- tional	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
Services organiques	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Quartier général de la Mission	4	11	85	22	8	36	—	166	88	62	316
Bureaux extérieurs	—	—	9	37	4	1	—	51	45	30	126
Total partiel	4	11	94	59	12	37	—	217	133	92	442
Administration	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Quartier général de la Mission	—	3	40	58	136	24	18	279	381	118	778
Bureaux extérieurs	—	—	1	21	83	6	—	111	254	76	441
Total partiel	—	3	41	79	219	30	18	390	635	194	1 219
Total proposé (2003-2004)	4	14	135	138	231	67	18	607	768	286	1 661

7. Les effectifs et la structure proposés permettront d'appuyer la stratégie de déploiement de la Mission, compte tenu de son mandat, des activités d'appui recensées dans le rapport du Secrétaire général (S/2003/875), de l'Accord général de paix et du rapport de l'équipe de reconnaissance et d'évaluation techniques. La raison d'être des postes proposés pour 2003-2004 est indiquée dans le présent rapport et l'organigramme proposé figure dans la section V.

8. L'effectif proposé pour 2003-2004 comprend 607 fonctionnaires internationaux (1 secrétaire général adjoint, 3 sous-secrétaires généraux, 5 D-2, 9 D-1, 37 P-5, 98 P-4, 103 P-3, 35 P-2, 231 agents du Service mobile, 67 agents des services généraux, dont 1 de 1re classe, et 18 agents du service de sécurité), 768 agents recrutés sur le plan national, dont 38 administrateurs, et 286 Volontaires des Nations Unies.

C. Services organiques

9. La dotation en personnel proposée permettrait d'appuyer les produits correspondant aux réalisations escomptées au titre des composantes 1 à 4.

Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internat- ional	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission	1	1	4	1		4		11	9	9	29
Bureaux extérieurs											
Total	1	1	4	1		4		11	9	9	29

10. Le Représentant spécial du Secrétaire général, qui a le rang de secrétaire général adjoint, seconde le Secrétaire général dans l'exécution du mandat de la MINUL et assure l'administration générale de la Mission et la coordination de toutes les activités de l'ONU au Libéria. Il serait assisté par deux représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général ayant rang de sous-secrétaire général et superviserait le Groupe des politiques et de la planification, le Bureau des communications et de l'information, la Section du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion, le Groupe des questions de parité entre les sexes, le Groupe du VIH/sida et la Section des affaires juridiques. Le commandant de la Force et les auditeurs résidents relèveraient directement du Représentant spécial.

11. Les collaborateurs immédiats du Représentant spécial seraient le chef de cabinet (D-2), 2 assistants spéciaux (1 P-5 et 1 P-4), l'assistant personnel du Représentant spécial [agent des services généraux (1re classe)] et 1 secrétaire [agent des services généraux (autres classes)]. Le chef de cabinet gèrerait le Bureau, donnerait des conseils pratiques et stratégiques au Représentant spécial et faciliterait la coordination générale des activités opérationnelles de la Mission; il coordonnerait les échanges d'informations entre le Siège et la Mission ainsi qu'au sein de l'équipe de direction de la MINUL.

12. L'assistant spécial hors classe (P-5) et l'assistant spécial (P-4) appuieraient directement le Représentant spécial dans l'exercice de ses fonctions, rédigeraient les discours, prépareraient les présentations audiovisuelles et les notes d'information, seconderaient le Représentant spécial dans le cadre de ses consultations politiques avec les acteurs nationaux et régionaux, et coordonneraient au sein de la Mission l'action menée auprès des donateurs, de la communauté diplomatique, des ONG et des médias.

13. Le chef de cabinet serait également directeur du Centre de perfectionnement et de formation intégrés du personnel de la Mission et dirigerait le Groupe de la qualité et des pratiques optimales. Il coordonnerait toutes les activités intégrées de perfectionnement, formation, apprentissage commun et évaluation. Il serait secondé par un assistant spécial (P-3) et deux assistants administratifs (agents des services généraux) pour gérer et coordonner la planification et les opérations du Centre et du Groupe.

Centre de perfectionnement et de formation intégrés du personnel de la Mission

14. Le Centre de perfectionnement et de formation intégrés contribuerait à la réalisation escomptée 5.1 et aux produits correspondants relevant de la composante 5. Il préparerait les programmes et les modules de formation, établirait le calendrier des cours, organiserait et assurerait la formation du personnel civil, des militaires et des agents de la police civile dans les domaines suivants : mandat de la Mission, sûreté et sécurité, questions politiques, sensibilisation culturelle, sensibilisation au danger des mines non explosées, problématique hommes-femmes, processus électoral, sensibilisation au VIH/sida, instruction civique, commissions constitutionnelles, programmes de gouvernance ciblés et autres domaines de coopération transfonctionnelle. Le Centre comprendrait un Groupe de formation et d'organisation des carrières, une cellule de formation au maintien de la paix (dirigée par un officier d'état-major relevant du commandant de la Force) et une cellule de formation de la police civile (dirigée par un officier d'état-major relevant du chef de la police). Le Groupe comprendrait 19 fonctionnaires (1 P-4, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 9 Volontaires des Nations Unies et 7 agents recrutés dans le pays).

Groupe de la qualité et des pratiques optimales

15. Le Groupe de la qualité et des pratiques optimales contribuerait à la réalisation escomptée 5.1 et aux produits correspondants relevant de la composante 5. Il compterait un spécialiste de l'encadrement et des méthodes de gestion, qui travaillerait en coordination avec le conseiller sur le VIH/sida et le conseiller sur les questions de parité et serait dirigé par l'assistant spécial du chef de cabinet (P-4), qui serait par ailleurs conseiller à l'encadrement et à la gestion et qui coordonnerait la conception, l'élaboration, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des programmes relatifs à l'intégration au sein de la Mission, à la formation des cadres, à la gestion des performances, et aux plans de travail stratégiques de la Section et des membres du personnel.

Groupe des questions de parité entre les sexes

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel international	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission			1	1				2	2	2	6
Bureaux extérieurs									3		3
Total			1	1				2	5	2	9

16. Le Groupe des questions de parité entre les sexes contribuerait aux réalisations escomptées 1.2 et 2.2 et aux produits correspondants relevant des composantes 1 et 2. Il serait dirigé par un conseiller hors classe (P-5), qui renseignerait le Gouvernement de transition et la société civile sur la prise en compte des femmes

dans le processus de paix et qui animerait des ateliers sur les questions relatives aux femmes; il ferait en sorte qu'il soit tenu compte des femmes dans tous les aspects des activités de la Mission et proposerait régulièrement des programmes de sensibilisation à l'intention du personnel militaire et des membres de la police civile, recueillerait des informations, fournirait des analyses et tiendrait une base de données sur les violences sexuelles dirigées contre les femmes au Libéria.

17. Le Groupe comprendrait également un administrateur spécialiste des questions relatives aux femmes (P-3), deux Volontaires des Nations Unies et deux spécialistes de ces questions recrutés dans le pays et trois assistants chargés de ces questions d'équité (recrutés dans le pays), déployés au quartier général de la Mission et dans les bureaux régionaux.

Groupe du VIH/sida

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel interna- tional	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission			1					1	2	1	4
Bureaux extérieurs											
Total			1					1	2	1	4

18. Le Groupe du VIH/sida contribuerait aux résultats escomptés 2.2 et 5.1 et aux produits correspondants relevant des composantes 2 et 5. Il serait dirigé par un conseiller (P-5) qui renseignerait le Gouvernement de transition sur les mesures à prendre pour enrayer l'épidémie de VIH/sida dans le pays, en particulier parmi les femmes et les jeunes filles qui vivent dans les zones de conflit, élaborerait des programmes de sensibilisation au VIH/sida et un programme de prévention du VIH à l'intention de l'ensemble du personnel de la Mission, et animerait des séminaires d'information et de formation ciblant les groupes vulnérables dans les situations de conflit.

19. Le Groupe compterait également un Volontaires des Nations Unies spécialiste du VIH/sida, un administrateur recruté dans le pays et un commis recruté dans le pays.

Bureau de l'auditeur résident

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internationa- l	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission			2			1		3			3
Bureaux extérieurs											
Total			2			1		3			3

20. Le Bureau de l'auditeur résident serait composé de deux auditeurs résidents (1 P-5 et 1 P-4) et d'un auditeur adjoint (agent des services généraux) qui exerceraient toutes les fonctions du Bureau des services de contrôle interne ayant trait au mandat de la Mission. Ces postes ne figurent dans le tableau d'effectifs de la Mission que pour le présent exercice. Ils apparaîtront par la suite dans le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

Groupe des politiques et de la planification

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internationa- l	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission		1	6	2	2	2		13		4	17
Bureaux extérieurs			1			1		2	1		3
Total		1	7	2	2	3		15	1	4	20

21. Le Groupe des politiques et de la planification contribuerait aux réalisations escomptées 1.1, 1.2, 3.1, 3.3, et 4.1 et aux produits correspondants relevant des composantes 1, 3 et 4. Il serait dirigé par un conseiller politique principal (D-1) qui conseillerait le Représentant spécial pour tout ce qui concerne le processus de paix au Libéria. Le Groupe faciliterait la mise en oeuvre de l'Accord de paix, le règlement des conflits locaux et la normalisation des relations entre le Libéria et les États voisins; il mettrait au point des mécanismes pour traiter les questions transfrontalières, faciliterait la constitution et le fonctionnement du gouvernement de transition, soutiendrait et animerait les efforts de réconciliation et d'intégration du Libéria, faciliterait les contacts réguliers avec les principaux acteurs nationaux et internationaux et coordonnerait les réunions des hauts responsables régionaux, apporterait des contributions aux rapports de la Mission, aux rapports du Secrétaire général et aux exposés présentés au Conseil de sécurité.

22. La structure proposée pour le Groupe comprend le Bureau du chef des affaires politiques, la Commission mixte de suivi, le secrétariat et le Bureau de liaison de la MINUL avec la CEDEAO à Abuja (Nigéria). Le chef des affaires politiques serait secondé par un administrateur de la planification et des politiques (P-5), six spécialistes des affaires politiques (4 P-4, 2 P-3), quatre spécialistes des questions politiques (VNU) et deux assistants administratifs (1 agent du Service mobile et 1 agent des services généraux).

23. Les spécialistes des affaires politiques faciliteraient l'exécution du mandat de la MINUL en maintenant des contacts avec les représentants du gouvernement, des districts et des autorités locales, avec les acteurs de la société civile, les services organiques de la Mission et les organisations internationales; ils fourniraient des analyses politiques au chef du Groupe, favoriseraient le dialogue, l'entente et la coopération entre les parties, analyseraient l'évolution de la situation politique et les articles parus dans la presse. Ils coordonneraient les apports à la planification stratégique de la Mission et au plan de mise en oeuvre intégré, et resteraient en contact avec la communauté diplomatique et le gouvernement de transition.

24. Le secrétariat de la Commission mixte de suivi serait dirigé par un spécialiste des affaires politiques (P-4), secondé par deux assistants administratifs (1 agent du Service mobile et 1 agent des services généraux). Le Groupe aurait également une composante militaire, formée d'un officier d'état-major et d'un observateur militaire, chargés de planifier et de coordonner toutes les fonctions et opérations de la Commission.

25. Le Bureau de liaison avec la CEDEAO à Abuja serait dirigé par un chargé de liaison (P-5), secondé par un assistant administratif (agent des services généraux) et un commis administratif (recruté dans le pays). Le chef du Bureau de liaison coordonnerait la mise en oeuvre des programmes de la Mission en relation avec la CEDEAO, consulterait les membres du secrétariat de la CEDEAO, la communauté diplomatique, les chefs des partis politiques et les acteurs de la société civile. Le Bureau coordonnerait également le programme de travail des composantes organiques, les communications périodiques sur l'exécution du mandat de la Mission et les faits nouveaux susceptibles d'intéresser le quartier général, et apporterait des contributions aux rapports du Secrétaire général et aux exposés présentés au Conseil de sécurité.

Section des affaires juridiques

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel interna- tional	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission			2			1		3	1		4
Bureaux extérieurs											
Total			2			1		3	1		4

26. La Section des affaires juridiques contribuerait aux réalisations escomptées et aux produits correspondants relevant de chacune des cinq composantes. Elle serait dirigée par un juriste hors classe (P-5) qui serait aussi le principal conseiller juridique du Représentant spécial. Elle conseillerait le Représentant spécial sur toutes les questions juridiques liées à l'exécution du mandat de la Mission, notamment en matière de droit international, d'administration de la justice, de droit constitutionnel, de droit électoral, et de protection des droits de l'homme, se concerterait avec les autorités gouvernementales au sujet des questions juridiques, apporterait un appui dans le domaine du droit international ainsi que pour l'examen et la formulation d'avis concernant l'administration, le personnel et les contrats passés dans le cadre des activités opérationnelles de la Mission.

27. Outre le juriste hors classe, la Section comprendrait deux juristes (1 P-4, 1 juriste recruté dans le pays) et un assistant administratif (agent des services généraux).

Bureau des communications et de l'information

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel interna- tional	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission		1	3	8	4	1		17	30	5	52
Bureaux extérieurs				3				3	6	3	12
Total		1	3	11	4	1		20	36	8	64

28. Le Bureau des communications et de l'information contribuerait aux réalisations escomptées et aux produits correspondants relevant des composantes 1, 2, 3 et 4. Il serait dirigé par un administrateur général (D-1) et aiderait la Mission à obtenir les produits prévus en produisant et en diffusant des publications, des émissions de radio et de télévision, les documents photo et vidéo et des données électroniques sur le mandat de la MINUL et son rôle dans le processus de paix, en appuyant les médias nationaux et en assurant la formation des journalistes libériens, en animant des programmes d'information communautaire, en produisant et diffusant des émissions radiophoniques sur bande FM et ondes courtes (en anglais et dans les langues régionales) à partir du quartier général de la Mission à Monrovia et de trois autres antennes installées au Libéria. Le Bureau organiserait par ailleurs des points de presse hebdomadaires, publierait des communiqués de presse et des bulletins périodiques dans les langues nationales, imprimerait et distribuerait des prospectus et dépliants, et appuierait et guiderait les activités d'information des services organiques de la Mission.

29. Le Bureau des communications et de l'information comprendrait le Groupe des relations avec les médias, le Groupe radio, le Groupe vidéo, le Groupe des publications, le Groupe du développement et du suivi des médias, le Groupe des communications avec le public et les bureaux locaux établis dans chacun des quatre postes de commandement et dans les centres d'information. Le chef du Bureau

serait assisté par un fonctionnaire de l'information (P-4), un assistant administratif (agent des services généraux) et un commis administratif recruté dans le pays pour administrer et coordonner tous les groupes qui composent le Bureau.

30. Le Groupe des relations avec les médias se composerait d'un porte-parole (P-4), d'un attaché de presse (P-2), d'un fonctionnaire de l'information recruté dans le pays et d'un assistant de presse recruté dans le pays. Il publierait des communiqués de presse et des déclarations, gérerait les relations avec les médias pour le Représentant spécial, rencontrerait les médias locaux et internationaux, et resterait en liaison avec le Bureau du porte-parole du Siège de l'ONU.

31. Le Groupe radio serait dirigé par le chef/directeur de la production (P-5), secondé par quatre réalisateurs (2 P-3, 2 VNU), deux techniciens d'émetteurs (agents du Service mobile), trois techniciens de radiodiffusion (1 agent du Service mobile, 2 agents recrutés dans le pays), six réalisateurs recrutés dans le pays, deux ingénieurs studio recrutés dans le pays, deux techniciens de studio recrutés dans le pays, et quatre assistants à la production recrutés dans le pays. Le Groupe radio établirait et fournirait un appui technique à la maintenance des stations radiophoniques pour diffuser les émissions afin d'appuyer l'exécution du mandat de la Mission et de faire relayer les messages par les radios locales.

32. Le Groupe vidéo comprendrait deux réalisateurs vidéo (1 P-3 et 1 réalisateur recruté dans le pays) et un assistant à la production recruté dans le pays. Le Groupe produirait des films vidéo et des émissions de toutes sortes destinées aux chaînes locales et internationales, et il serait chargé de couvrir et de filmer les événements importants.

33. Le Groupe des publications comprendrait un fonctionnaire de l'information (P-3), un photographe (agent du Service mobile), un assistant graphiste et deux assistants chargés de la production (recrutés dans le pays); il produirait des bulletins, le magazine de la Mission, des affiches, des prospectus et dépliants, des autocollants et autres documents imprimés destinés au public libérien, ainsi qu'au personnel de la MINUL et au public international, le cas échéant. Le Groupe produirait également des documents d'information sur le mandat de la MINUL, communiquerait les principaux messages à l'appui des activités de la Mission, par exemple en matière de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, et assurerait la couverture photographique des activités de la Mission.

34. Le Groupe du développement et du suivi des médias serait composé d'un fonctionnaire de l'information (P-3), d'un administrateur adjoint à l'information (P-2), de deux observateurs des médias recrutés dans le pays, d'un assistant au développement des médias recruté dans le pays, d'un Webmaster (VNU) et d'un assistant Web recruté dans le pays. Il ouvrirait des voies de communication entre les médias libériens, la société civile et la Mission et mettrait au point des mécanismes pour améliorer les pratiques et l'organisation des médias.

35. Le Groupe des communications avec le public serait composé de trois spécialistes des relations communautaires (1 P-3, 2 VNU) et de deux assistants chargés des liaisons communautaires recrutés dans le pays. Il chercherait des voies de communication directe avec la société libérienne à tous les niveaux, y compris par le biais des centres d'information, en organisant des représentations et des compagnies théâtrales, ou des visites dans les sites de désarmement, démobilisation

et réinsertion, afin de faire passer les principaux messages sur les thèmes prioritaires.

36. Le Bureau des communications et de l'information déploierait également six fonctionnaires de l'information (3 P-3, 3 VNU), trois assistants recrutés dans le pays, et trois réalisateurs d'émissions radiophoniques recrutés dans le pays dans les trois bureaux régionaux de manière à étoffer le travail effectué par le Bureau de Monrovia.

Section des activités de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion (DDRR)

Tableau d'effectifs proposés pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internationa- l	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission			3			1		4		4	8
Bureaux locaux											
Total			3			1		4		4	8

37. La Section des activités de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion contribuerait aux réalisations escomptées 1.1, 1.2, 3.1 et 3.3 et aux produits correspondants relevant des composantes 1 et 3. Le chef de la Section (P-5) serait assisté par deux spécialistes de ces activités (P-4), quatre experts (VNU) et un assistant administratif (agent des services généraux).

38. La Section, qui fait partie du Groupe mixte de mise en oeuvre des activités de la Section des activités de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion relevant du Représentant spécial adjoint (état de droit) appuierait le programme libérien de DDRR qui doit être mis en oeuvre par la Commission nationale de désarmement, de démobilisation, de réadaptation et de réinsertion. En coordination avec les autres composantes du Groupe mixte de mise en oeuvre, elle planifierait, organiserait et appuierait la mise en oeuvre du programme du gouvernement de transition visant à désarmer, démobiliser, rééduquer et réinsérer – après rapatriement, le cas échéant – environ 38 000 anciens combattants, afin de consolider la paix et la sécurité au Libéria.

39. La Section, en association avec ses partenaires d'exécution (Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Organisation internationale pour les migrations, Organisation mondiale de la santé, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour le développement, les ONG et les agences nationales libériennes), aurait les tâches suivantes : planifier, établir et organiser les cantonnements; assurer le transport jusqu'aux zones de cantonnement dans de bonnes conditions de sécurité; désarmer et enregistrer les anciens combattants; regrouper et détruire les armes restituées; former et nourrir les anciens combattants,

leur faire passer des visites médicales, leur proposer des conseils en matière d'emploi en s'intéressant plus particulièrement aux anciens combattants vulnérables : femmes, enfants et handicapés. La Section devrait aussi recueillir des données statistiques, étudier les rapports périodiques et apporter des contributions aux rapports du Secrétaire général et aux exposés présentés au Conseil de sécurité.

Bureau du commandant de la Force

Tableau d'effectifs proposés pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internationa- l	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission	1	1				2		4			4
Bureaux locaux											
Total	1	1				2		4			4

40. Le Bureau du commandant de la Force contribuerait aux réalisations escomptées 1.1, 1.2, 2.1, 2.2, 3.3 et 4.1 et aux produits correspondants relevant des composantes 1 à 4. Il serait dirigé par le commandant de la Force (sous-secrétaire général) qui serait chargé d'élaborer le concept des opérations, de planifier le déploiement de la composante militaire de la Mission et de diriger les opérations à l'appui du mandat de la Mission relatif à la mise en oeuvre vigoureuse de l'Accord de paix afin d'apporter la paix et la sécurité au Libéria.

41. La composante militaire aurait également pour tâches d'appuyer le programme de désarmement, démobilisation, réadaptation et réinsertion, de surveiller le respect des dispositions de l'Accord de cessez-le-feu, y compris en matière de droits de l'homme, de faciliter l'action humanitaire, de protéger les civils contre la violence, d'établir les conditions propres à assurer le retour définitif des réfugiés et des déplacés dans de bonnes conditions de sécurité, d'appuyer le gouvernement de transition, d'instaurer des conditions propices à la tenue d'élections, de soutenir les projets à impact rapide et de conseiller le gouvernement de transition sur la réorganisation et l'entraînement des forces armées libériennes.

42. Le commandant de la Force serait secondé par un commandant adjoint (D-2) et appuyé par deux secrétaires (agents des services généraux).

**Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général
(Opérations et état de droit)**

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel international	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission	1		1	1		2		5		1	6
Bureaux extérieurs											
Total	1		1	1		2		5		1	6

43. Les produits du Bureau du Représentant spécial adjoint sont pris en compte dans les composantes 1, 2 et 5. Le Représentant spécial adjoint (état de droit), ayant rang de sous-secrétaire général, donnerait des orientations et des avis stratégiques au Représentant spécial sur l'exécution du mandat de la Mission, dirigerait les négociations de haut niveau avec les fonctionnaires du Gouvernement de transition, les dirigeants des partis politiques et la société civile et dirigerait la Mission en l'absence du Représentant spécial. Le Représentant spécial adjoint superviserait les travaux du Bureau du chef de la police civile, du Service consultatif de l'administration pénitentiaire, de la Division d'appui aux systèmes juridique et judiciaire, de la Section des affaires civiles, de la Section des droits de l'homme et de la protection, du Groupe consultatif pour les questions électorales, de la Section de la sécurité et de la Division de l'administration. Le Représentant spécial adjoint superviserait également l'exécution des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion au Libéria.

44. Le Bureau du Représentant spécial adjoint lui-même serait composé d'un spécialiste des questions politiques (P-5) qui aiderait le Représentant spécial adjoint à administrer le Bureau et à coordonner les activités opérationnelles de la Mission, assurerait la liaison avec les fonctionnaires du Gouvernement de transition, les dirigeants des partis politiques et les représentants de la société civile, organiserait des réunions, rédigerait des déclarations et des notes de synthèse à l'intention du Représentant spécial adjoint et se tiendrait en contact avec les organismes des Nations Unies présents au Libéria. Deux assistants spéciaux (1 P-3 et 1 Volontaire des Nations Unies) aiderait le Représentant spécial adjoint à assurer la coordination et le suivi de la composante d'appui de la Mission pour tout ce qui concerne les questions administratives et financières, ainsi que toutes les activités opérationnelles ayant trait au programme de désarmement, démobilisation et réinsertion et les questions relatives à la sécurité. Le Bureau du Représentant spécial adjoint serait appuyé par deux assistants administratifs (de la catégorie des services généraux, autres classes).

Service consultatif de l'administration pénitentiaire

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internationa- l	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission			4		2	1		7		4	11
Bureaux extérieurs											
Total			4		2	1		7		4	11

45. Le Service consultatif de l'administration pénitentiaire contribuerait à la réalisation escomptée 3.2 et aux produits correspondants relevant de la composante 3. Il serait dirigé par le chef du Bureau consultatif de l'administration pénitentiaire (P-5) et comprendrait deux composantes : le Groupe consultatif d'orientation et le Groupe de la formation et du perfectionnement. Il serait appuyé par 2 conseillers en matière d'administration et de budget (Volontaires des Nations Unies), 2 conseillers en ressources humaines (Volontaires des Nations Unies) et 3 assistants administratifs (2 agents du service mobile et 1 agent de la catégorie des services généraux, autres classes).

46. Le Groupe consultatif d'orientation compterait 2 conseillers correctionnels (P-4) qui travailleraient en collaboration avec 10 officiers de la police civile. Il collaborerait avec les parties prenantes nationales et internationales pour mettre au point un plan de réforme pénale sur lequel se fonderait l'évolution du système à moyen et long terme. Les conseillers correctionnels internationaux seraient détachés auprès du Bureau du Directeur de l'administration pénitentiaire du Ministère de la justice pour guider les principaux acteurs de la mise en oeuvre du plan de réforme pénale. Les conseillers en ressources humaines et en matière d'administration et de budget seraient aussi détachés auprès du Ministère et des administrations compétentes pour y appuyer la mise au point de mécanismes de budgétisation, de gestion du personnel et d'administration.

47. Le Groupe de la formation et du perfectionnement serait dirigé par un responsable de la formation correctionnelle (P-4) qui travaillerait en collaboration avec huit officiers de la police civile. Il élaborerait et exécuterait des programmes de formation axés sur les compétences qui portent sur tous les domaines de la gestion des établissements pénitentiaires et des détenus intervenant dans la constitution de capacités nationales de formation. Le personnel international de formation serait également détaché auprès du Ministère où il serait placé avec les fonctionnaires nationaux du système pénitentiaire nommés formateurs.

Division d'appui aux systèmes juridique et judiciaire

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel international	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission		1	7	3		2		13	22	6	41
Bureaux extérieurs				3				3			3
Total		1	7	6		2		16	22	6	44

48. La Division d'appui aux systèmes juridique et judiciaire contribuerait aux réalisations escomptées 2.2, 3.1, 3.2 et 4.2 et aux produits correspondants relevant des composantes 2, 3 et 4. Placée sous les ordres du Directeur de l'appui aux systèmes juridique et judiciaire (D-1), elle superviserait les travaux de trois groupes : le Groupe de l'éducation et de la formation juridiques, le Programme d'encadrement du système juridique et le Programme de suivi du système judiciaire.

49. Le Directeur se concerterait avec les composantes de la Mission et les hauts fonctionnaires du Ministère de la justice. Il serait secondé par 1 directeur adjoint (P-5), 1 administrateur chargé des analyses et rapports juridiques (P-3), 2 juristes (administrateurs recrutés sur le plan national) et 2 assistants administratifs (1 agent des services généraux, autres classes, et 1 agent recruté sur le plan national).

50. Le Groupe de l'enseignement et de la formation juridiques élaborerait et mettrait en oeuvre, en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux, des programmes d'enseignement juridique de base et avancé à l'intention des magistrats, juges de paix, juges, procureurs et avocats, ainsi que, en collaboration avec la faculté de droit, des programmes spécialisés à l'intention des juristes confirmés. Un programme complet serait mis en oeuvre pour appuyer le cursus de la faculté. Le chef du Groupe de l'enseignement et de la formation juridiques (P-4) serait assisté par 1 administrateur chargé de l'enseignement et de la formation juridiques (P-3), 2 fonctionnaires chargés de l'enseignement et de la formation (recrutés sur le plan national), 3 juristes (administrateurs recrutés sur le plan national) et 2 assistants administratifs (recrutés sur le plan national).

51. Le Programme d'encadrement du système juridique placerait des conseillers dans des institutions clefs, notamment dans des tribunaux de différents niveaux, au Ministère de la justice et à la faculté de droit. Le Programme fournirait également des compétences spécialisées au Ministère et à d'autres institutions pour réviser et rédiger des lois sur la justice pénale, la propriété et d'autres aspects importants pour le maintien de la paix et de la sécurité dans les communautés. Il veillerait à ce que l'ensemble du cadre juridique soit cohérent avec les principes de non-discrimination et les autres normes internationales pertinentes.

52. Le chef du Programme d'encadrement du système juridique (P-5) serait secondé par 1 conseiller judiciaire (P-4), 1 conseiller en matière de poursuites (P-4), 1 conseiller auprès du Ministère de la justice (P-4), 3 conseillers juridiques

régionaux (P-3) et 2 assistants administratifs (1 agent des services généraux, autres classes, et 1 agent recruté sur le plan national).

53. Le Programme de suivi du système judiciaire encadrerait les procès au pénal et au civil et publierait des recommandations concises et claires concernant les améliorations requises. Il aiderait les partenaires locaux à améliorer la transparence, l'efficacité et la crédibilité du système judiciaire, en s'attachant plus particulièrement aux droits des défenseurs. Le chef du Programme de suivi du système judiciaire (P-4) serait secondé par 1 administrateur chargé de l'établissement de rapports (P-3), 10 observateurs du système judiciaire (6 Volontaires des Nations Unies, 4 administrateurs recrutés sur le plan national), 4 juristes (administrateurs recrutés sur le plan national) et 3 agents administratifs (recrutés sur le plan national).

Bureau du chef de la police civile

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel interna- tional	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission		2	5			3		10	2		12
Bureaux extérieurs											
Total		2	5			3		10	2		12

54. Le Bureau du chef de la police civile contribuerait aux réalisations escomptées 2.2, 3.1 et 4.1 et aux produits correspondants relevant des composantes 2, 3 et 4. Le chef de la police civile (D-2), qui dirigerait la composante police civile de la Mission, procéderait à l'évaluation des institutions de police du Gouvernement de transition, dont il déterminerait les besoins et les capacités au niveau des collectivités locales; assurerait la liaison avec les organes internes de sécurité et de police du Gouvernement de transition; conseillerait les autorités locales au sujet des dispositifs de sécurité à Monrovia; contribuerait à la formation et à la restructuration de la police locale en mettant au point des stratégies et programmes visant à appuyer la mise en oeuvre de l'Accord de paix global et l'exécution du mandat de la Mission. Entre-temps, le Bureau veillerait au maintien de l'ordre dans l'ensemble du pays, conformément à l'Accord de paix global, jusqu'à ce que la force de police nationale, une fois restructurée et formée, soit déployée.

55. Le Bureau compterait 1 chef adjoint (D-1), 1 coordonnateur des opérations (P-5), 1 coordonnateur des réformes et des restructurations (P-4), 1 coordonnateur de la planification (P-4), 1 coordonnateur de la formation (P-4), 1 assistant spécial affecté au chef de la police (P-4), 3 assistants administratifs (services généraux, autres classes) et 2 agents administratifs (recrutés sur le plan national).

Section des affaires civiles

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internationa- l	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission		1	22	2		3		28	4	12	44
Bureaux extérieurs			4	15	4			23	19	19	61
Total		1	26	17	4	3		51	23	31	105

56. La Section des affaires civiles contribuerait aux réalisations escomptées 2.1, 2.2, 3.1, 3.2, 4.1 et 4.2 et aux produits correspondants relevant des composantes 2, 3 et 4. Placée sous les ordres du Directeur des affaires civiles (D-1), la Section contribuerait à mettre en place les conditions nécessaires pour asseoir une démocratie opérante au Libéria qui appuie la création de structures de gouvernement efficaces et contribue à étendre et consolider l'autorité de l'État sur tout le territoire.

57. La Section aiderait les autorités nationales à étendre et consolider l'autorité de l'État sur tout le territoire, à renforcer les capacités de la société et des organisations civiles, à formuler des programmes de réinsertion et de réconciliation des victimes et des auteurs d'infractions commises pendant la guerre et à en contrôler les résultats, et contribuerait à mettre au point des programmes visant à promouvoir la participation des femmes à la fonction publique. La Section serait composée du Directeur adjoint des affaires civiles (P-5), de 39 spécialistes des affaires civiles (21 P-4, 2 P-3, 12 Volontaires des Nations Unies et 4 administrateurs recrutés sur le plan national) et de 3 assistants administratifs (services généraux, autres classes), tous basés à Monrovia.

58. Tous les spécialistes des affaires civiles déployés sur le terrain contribueraient à la mise en oeuvre du mandat de la MONUL dans les domaines qui leur seraient attribués et se chargeraient à cet effet : de maintenir des contacts avec les représentants des autorités régionales, nationales et locales, les services organiques de la Mission et les représentants des organisations internationales; de fournir des avis ayant trait à la situation politique et socioéconomique au Commandant régional de la Force de la MONUL et aux équipes d'observateurs militaires; de prêter assistance aux représentants des organisations internationales; de favoriser le dialogue, l'entente et la coopération entre les parties et d'établir des rapports, de procéder à des analyses, d'assurer la liaison, de réaliser des interventions et de mettre en oeuvre des mesures de confiance au niveau local.

59. Dans chacun des quatre quartiers généraux de secteur, la Section déploierait 3 spécialistes des affaires civiles (1 P-4, 1 Volontaire des Nations Unies et 1 administrateur recruté sur le plan national). Dans chacun des 15 comtés (districts), elle déploierait 2 spécialistes des affaires civiles (1 P-3 et 1 Volontaire des Nations Unies) et 1 assistant administratif (recruté sur le plan national).

Section des droits de l'homme et de la protection

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internationa- l	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission		1	7			3		11	1	2	14
Bureaux extérieurs			2	16				18	12	4	34
Total		1	9	16		3		29	13	6	48

60. La Section des droits de l'homme et de la protection contribuerait aux réalisations escomptées 2.1, 2.2, 3.1, 3.2 et 4.1 et aux produits correspondants relevant des composantes 2, 3 et 4. Dirigée par un administrateur général (D-1), elle encouragerait et coordonnerait les mesures internationales de protection et la promotion des droits de l'homme au Libéria.

61. La Section aiderait le Gouvernement de transition à renforcer les capacités nationales, à mettre au point une stratégie et un plan d'action nationaux en matière de droits de l'homme, à créer des mécanismes judiciaires de transition, à sensibiliser l'opinion aux droits de l'homme et à mettre en place des institutions fortes de promotion et de défense des droits de l'homme. Elle aiderait le Gouvernement de transition à appliquer les normes internationales, appuierait la Commission nationale des droits de l'homme et les mécanismes judiciaires de transition, notamment la Commission vérité et réconciliation. Elle élaborerait des programmes afin de suivre et documenter la situation relative aux droits de l'homme, de mener des activités de protection dynamiques, d'assurer une coopération technique, de renforcer les capacités et de former le personnel de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les fonctionnaires locaux.

62. Le chef de la Section serait secondé par 1 chef adjoint (P-5), 6 spécialistes des droits de l'homme (P-4) affectés aux activités de protection, aux institutions nationales, à la justice de transition, à la formation, à l'état de droit et à la société civile; 2 spécialistes de l'administration et de la gestion (Volontaires des Nations Unies), 3 secrétaires (agents des services généraux, autres classes) et 1 agent administratif (recruté sur le plan national). Sur le terrain, au niveau des secteurs et des comtés, la Section déploierait 2 spécialistes de la protection de l'enfance (P-4), 32 observateurs des droits de l'homme et de la protection (5 P-3, 11 P-2, 4 Volontaires des Nations Unies et 12 agents recrutés sur le plan national).

Groupe consultatif chargé des questions électorales

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internation- al	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission			1			1		2		2	4
Bureaux extérieurs											
Total			1			1		2		2	4

63. Le Groupe consultatif chargé des questions électorales contribuerait à la réalisation escomptée 4.2 et aux produits correspondants relevant de la composante 4. Pendant l'exercice, il comporterait initialement 1 observateur électoral hors classe (P-5), 2 spécialistes des questions électorales (Volontaires des Nations Unies) et 1 agent d'appui administratif (services généraux, autres classes). Les effectifs supplémentaires qui devraient être affectés au Groupe pour en faire une Division des élections seraient présentés dans le budget de l'exercice allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005. Le Groupe aiderait le Gouvernement de transition à formuler et mettre en place les dispositions et mécanismes requis pour organiser les élections libres et régulières prévues en octobre 2005.

Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordination humanitaire, réinsertion, relèvement et reconstruction)

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internation- al	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission	1		4	2		3		10	4	3	17
Bureaux extérieurs											
Total	1		4	2		3		10	4	3	17

64. Un Représentant spécial adjoint (sous-secrétaire général) serait chargé de mettre au point des politiques et stratégies pour aider le Gouvernement de transition et de faciliter l'appui, la planification et l'exécution des programmes ayant trait aux questions humanitaires; de l'assistance, du relèvement et de la réinsertion; de l'environnement et des ressources naturelles; de la mobilisation des ressources et des programmes financés par des fonds d'affectation spéciale, notamment des projets à impact rapide, ainsi que de la planification et de l'évaluation des programmes.

65. Le Représentant spécial adjoint et les composantes organiques qu'il dirigerait – le Conseiller pour l'environnement et les ressources naturelles, le Directeur de l'assistance, du relèvement et de la réinsertion, le chef de la mobilisation des ressources et des programmes financés par des fonds d'affectation spéciale, y compris des projets à impact rapide, le chef de la coordination humanitaire intégrée et de la liaison avec les ONG et le chef de la planification et de l'évaluation des programmes – contribueraient aux réalisations escomptées 1.2, 2.1, 2.2 et 4.1 et aux produits correspondants relevant des composantes 1, 2 et 4.

66. Le Représentant spécial adjoint serait secondé par 3 assistants spéciaux (1 P-5, 1 P-3 et 1 Volontaire des Nations Unies), 2 conseillers en environnement et ressources naturelles (1 P-4 et 1 P-3), 2 spécialistes de l'environnement et des ressources (recrutés sur le plan national), 2 assistants administratifs (services généraux, autres classes) et 2 agents administratifs (recrutés sur le plan national).

67. Le Groupe de la planification et de l'évaluation des programmes serait dirigé par un administrateur hors classe (P-5), placé sous les ordres du Représentant spécial adjoint. Il comprendrait un administrateur chargé de la planification et de l'évaluation (P-4), un assistant administratif (services généraux, autres classes) et deux spécialistes de la planification et de l'évaluation des programmes (Volontaires des Nations Unies). Il aiderait les autres composantes à planifier et contrôlerait et évaluerait tous les programmes et projets relevant du Représentant spécial adjoint.

Section de l'assistance, du relèvement et de la réinsertion Bureau du Directeur et secteurs

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internation- al	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission		2	8	2		4		16	10	6	32
Bureaux extérieurs			4					4	4	4	12
Total		2	12	2		4		20	14	10	44

68. La Division de l'assistance, du relèvement et de la réinsertion serait placée sous les ordres d'un directeur (D-2) qui superviserait le Groupe de la mobilisation des ressources et des programmes financés par des fonds d'affectation spéciale, y compris des projets à impact rapide, ainsi que le Groupe de la coordination humanitaire intégrée et de la liaison avec les ONG. Ce directeur serait secondé par 1 directeur adjoint de l'assistance et de la réinsertion (D-1), 22 spécialistes de l'assistance, du relèvement et de la réinsertion (1 P-5, 5 P-4, 2 P-2, 6 Volontaires des Nations Unies et 8 agents recrutés sur le plan national), 1 administrateur hors classe chargé de la protection humanitaire (P-5), 1 spécialiste de la coordination entre civils et militaires (P-4), 2 administrateurs (recrutés sur le plan national) et 4 assistants administratifs (agents des services généraux, autres classes). En outre, la Section affecterait 2 spécialistes de l'assistance, du relèvement et de la réinsertion

(1 P-4 et 1 Volontaire des Nations Unies) et 1 agent administratif (recruté sur le plan national) à chacun des quatre secteurs de la Mission.

Groupe de la mobilisation des ressources et des programmes financés par des fonds d'affectation spéciale, y compris des projets à impact rapide

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internation- al	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission			1			1		2	1		3
Bureaux extérieurs											
Total			1			1		2	1		3

69. Le Groupe de la mobilisation des ressources et des programmes financés par des fonds d'affectation spéciale, y compris des projets à impact rapide, serait composé d'un administrateur de programme (P-4), d'un agent chargé des relations avec les donateurs (recruté sur le plan national) et d'un assistant administratif (services généraux, autres classes). Il exécuterait et gérerait les projets à impact rapide financés par le budget ordinaire. En collaboration avec les organismes des Nations Unies, il mobiliserait des ressources et formulerait des projets pour aider le Gouvernement de transition, afin de remettre en état et de rétablir les services et infrastructures essentiels des collectivités.

Groupe intégré de la coordination humanitaire et de la liaison avec les ONG

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internation- al	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission			1			1		2		1	3
Bureaux extérieurs											
Total			1			1		2		1	3

70. Le Groupe intégré de la coordination humanitaire et de la liaison avec les ONG serait dirigé par l'administrateur chargé de la liaison humanitaire (P-4), assisté de deux agents d'appui administratif (1 agent des services généraux, autres classes, 1 Volontaire des Nations Unies). Le Groupe coordonnerait l'action humanitaire avec les composantes organiques de la Mission, les autorités gouvernementales locales et les ONG.

Division de l'administration

71. La Division de l'administration assurerait un soutien administratif, logistique et technique au personnel militaire, à la police civile et aux composantes organiques de la Mission afin de permettre à la MINUL de réaliser son mandat, tel qu'il se traduit dans les quatre composantes opérationnelles et leurs produits connexes. La dotation en effectifs proposée pour la Division a été calculée compte tenu du déploiement de diverses composantes dans les 15 comtés du Libéria, ainsi que dans les bureaux de liaison de la région. Il est prévu de déployer le personnel militaire et civil de la Mission dans l'ensemble du pays, et on a pris en considération pour calculer les effectifs demandés le manque de moyens de transports de base (par voie terrestre, fluviale et aérienne), de communications, d'approvisionnement-réapprovisionnement, d'équipements médicaux et financiers, et aussi l'état de délabrement, ou la pénurie de logements au Libéria. Outre le quartier général de la Mission à Monrovia, le personnel de la Division serait déployé dans les quatre secteurs prévus (à Gardnerville, Gbarnga, Tapeta et Zwedru), ainsi que dans les autres zones de déploiement où des composantes organiques seront déployées dans les 15 comtés et les principales agglomérations libériens, ainsi qu'à Abuja où serait implanté un bureau de liaison avec la CEDEAO. La Division serait appelée par ailleurs à appuyer les activités de désarmement, démobilisation, réinsertion, et réinstallation (mise en place de zones de cantonnement, déplacements des ex-combattants à destination et en provenance de ces zones, construction d'installations de stockage d'armes et destruction des armes et des munitions recueillies). La Division, dirigée par un directeur de l'administration, comprendrait le bureau du Directeur, celui du chef des services administratifs et celui du chef des services de soutien intégré.

Bureau du Directeur (Division de l'administration)

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internationa- l	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission	–	1	4	11	38	3	18	75	39	5	119
Bureaux extérieurs	–	–	–	13	16	–	–	29	50	5	84
Total	–	1	4	24	54	3	18	104	89	10	203

72. Le Directeur de l'administration (D-2) serait épaulé par deux fonctionnaires d'administration (P-3), un assistant administratif (agent des services généraux) et un commis (recruté dans le pays). Le personnel du bureau du Directeur assurerait la liaison sur les aspects opérationnels avec les composantes militaire, organique et de police civile de la Mission, les fonctionnaires gouvernementaux, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales. Le bureau compterait aussi un fonctionnaire d'administration (hors classe, P-5), et un assistant administratif (agent des services généraux) qui appuieraient le Directeur de l'administration pour la gestion et la coordination de l'ensemble des aspects

administratifs et logistiques concernant les postes avancés. Le Directeur encadrerait l'activité du Groupe du budget, du Groupe de la sécurité aérienne et du Groupe de la gestion des marchés, et celle des bureaux de région.

73. Le Directeur de l'administration serait épaulé par le chef des services administratifs (D-1) et le chef des services de soutien intégré (D-1). Le chef des services administratifs serait chargé de la gestion du personnel, des achats, des finances, des services médicaux, des services généraux, de l'appui aux Volontaires des Nations Unies et des conseils au personnel. Le chef des services de soutien intégré serait chargé de la gestion de la cellule logistique, du contrôle des mouvements, de la fourniture des transports par voie terrestre, aérienne et maritime, de l'infrastructure, des services informatiques et télématiques, de la cession des actifs, de la gestion du matériel, ainsi que du Groupe de la vérification et du matériel appartenant aux contingents et de la Section des approvisionnements.

74. Le fonctionnaire d'administration hors classe (P-5) serait chargé d'assurer la coordination et la liaison entre le bureau du Directeur et les bureaux locaux. Il rédigerait des analyses qu'il communiquerait au Directeur pour tous les aspects de la situation sur le terrain qui appelleraient une intervention de ce dernier, assurerait le suivi des décisions de principe et des décisions opérationnelles prises par le Directeur s'agissant des bureaux locaux, et réunirait des informations pour des rapports mensuels au Siège de l'ONU sur les activités d'administration et d'appui logistique de la Mission.

75. Le fonctionnaire du budget en chef (P-5) dirigerait le Groupe du budget et établirait les projets de budget de la Mission, suivrait régulièrement l'exécution du budget, demanderait selon les besoins la réaffectation et la modulation des fonds, et établirait les rapports sur l'exécution du budget. Le Groupe contrôlerait le tableau d'effectifs de la Mission, en gèrerait les postes, et appuierait la mobilisation des ressources, le programme du Fonds d'affectation spéciale et les projets à impact rapide. Le Groupe compterait un fonctionnaire de la classe P-3, un agent du Service mobile, deux Volontaires des Nations Unies et un agent recruté dans le pays.

76. La Section de la sécurité serait dirigée par un chef de la sécurité (P-5) qui porterait la responsabilité d'ensemble de la sécurité et de la sûreté du personnel et des biens de la Mission, établirait et administrerait le système de gestion de la sécurité ainsi que les plans d'urgence et d'évacuation, assurerait la liaison avec le Gouvernement de transition et les autorités locales pour ce qui touche à toutes les questions de sécurité, ferait évaluer les menaces et analyserait les risques, ferait réaliser des investigations, assurerait les interventions d'urgence voulues 24 heures sur 24, gèrerait et superviserait les gardes locaux et les unités de patrouille et assurerait la sûreté rapprochée des hauts fonctionnaires de la Mission et des délégations de rang élevé. La Section serait chargée en outre de faire respecter les normes minimales de sécurité opérationnelle définies par le Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité.

77. La Section de la sécurité comprendrait au quartier général de la Mission à Monrovia 95 postes (1 P-5, 2 P-3, 3 P-2, 33 agents du Service mobile, 1 agent des services généraux, 18 agents de sécurité et 37 agents recrutés dans le pays) qui assureraient une formation à la sécurité dans toute la Mission, superviseraient les gardes locaux et les unités de patrouille, exécuteraient les plans d'urgence et d'évacuation, conduiraient les investigations, assureraient la sûreté rapprochée des hauts fonctionnaires de la Mission et des délégations de rang élevé et délivreraient

des certificats de sécurité. Le chef de la sécurité encadrerait sept groupes : le Groupe de l'administration, le Groupe des investigations spéciales, le Groupe des opérations de sécurité, le Groupe de la sécurité informatique et de la coordination, chargé de l'assistance au Gouvernement hôte pour la sécurité, le Groupe des laissez-passer et documents d'identité, le Groupe de la formation et du perfectionnement logistique, et le Groupe de la protection du personnel.

78. La Section comprendrait aussi huit bureaux de la sécurité dans l'ensemble du Libéria, dont les effectifs compteraient pour chacun un fonctionnaire de la classe P-2, deux agents du Service mobile, et cinq agents recrutés dans le pays. Ces bureaux assumeraient les mêmes fonctions que celui de Monrovia, énumérées dans le paragraphe précédent.

79. Le Groupe de la sécurité aérienne serait dirigé par le chef de la sécurité aérienne (P-4) qui veillerait à la sécurité de toutes les opérations aériennes de la Mission, qu'il s'agisse d'appareils affrétés ou d'appareils militaires. Le chef recommanderait des normes pour prévenir les avaries et les accidents, donnerait des directives concernant l'application des politiques et procédures de sécurité aérienne, conduirait des enquêtes sur les avaries et les accidents, étudierait les risques, avaries et accidents observés et les consignerait dans des bases de données. Le Groupe comprendrait un fonctionnaire de la classe P-3, deux agents du Service mobile et un Volontaire des Nations Unies.

80. Le Groupe de la gestion des marchés serait encadré par un fonctionnaire chargé des marchés (P-3). Il serait chargé de contrôler tous les marchés de valeur élevée. Il centraliserait les avis de différentes sections techniques sur les fournisseurs, et les analyserait pour garantir la qualité et évaluer les résultats. Le Groupe serait chargé aussi d'élaborer les procédures et de former le personnel s'occupant de l'administration des marchés commerciaux avec les différentes sections techniques. Le chef du Groupe serait épaulé par une équipe de cinq personnes (1 P-2, 2 agents du Service mobile et 2 Volontaires des Nations Unies).

81. Le Directeur de l'administration serait aidé par quatre bureaux administratifs régionaux et un bureau de liaison avec la CEDEAO, qui auraient pour effectifs 20 fonctionnaires [5 P-3, 5 Volontaires des Nations Unies et 10 agents recrutés dans le pays (1 P-3, 1 Volontaire des Nations Unies et 2 agents recrutés dans le pays pour chaque bureau)]. Ces bureaux relèveraient du Directeur de l'administration par l'intermédiaire des fonctionnaires d'administration de secteur, qui seraient chargés de diriger toutes les activités d'appui administratif, logistique et technique des secteurs et du bureau de liaison. Ils seraient chargés aussi de tous les aspects administratifs et logistiques dans les zones de déploiement situées dans leur secteur. Ces bureaux de terrain seraient implantés à Gardnerville, Gbarnga, Tapeta et Zwedru, et dans d'autres points qui restent à décider.

Services administratifs

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel internat- ional	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission	–	1	14	14	28	7	–	64	79	33	176
Bureaux extérieurs	–	–	–	–	1	6	–	7	11	10	28
Total	–	1	14	14	29	13	–	71	90	43	204

82. Le chef des services administratifs (D-1) serait chargé de planifier et de coordonner les services administratifs et d'en assurer la prestation à l'appui des composantes organique, militaire et de police civile de la Mission. Les services administratifs comprendraient les finances, l'administration et la gestion des ressources humaines, les achats des biens et services destinés à la Mission, les services médicaux et les services généraux, un groupe des conseils au personnel et un groupe de l'appui aux Volontaires des Nations Unies.

83. Le Bureau du chef des services administratifs comprendrait deux fonctionnaires d'administration (1 P-3 et 1 agent des services généraux) qui épauleraient le chef, assistés par un agent des services généraux (autres classes). Le Bureau assurerait la liaison avec le Bureau du chef des services de soutien intégré et les chefs des sections qui en relèvent pour coordonner l'application des plans de soutien à la Mission. Le chef des services administratifs suivrait aussi l'exécution des programmes de travail des diverses sections relevant des services administratifs, et coordonnerait les mesures prises pour appliquer les recommandations d'audit. Le fonctionnaire P-3 serait également secrétaire du Comité local des marchés et planifierait les réunions du Comité et les services nécessaires, suivrait la mise en oeuvre de ses recommandations et assurerait la liaison avec la Section des achats et le Comité des marchés du Siège. Le bureau bénéficierait des services d'un agent recruté dans le pays.

84. La Section des finances serait dirigée par le chef des finances (P-5), qui établirait et assurerait les contrôles financiers, tiendrait à jour et administrerait les comptes de la Mission, décaisserait des fonds pour régler les demandes de remboursement des vendeurs et des fournisseurs ainsi que celles du personnel au titre des frais de voyage, administrerait les états de paie du personnel recruté dans le pays, le paiement des indemnités de subsistance et les comptes bancaires de la Mission. La Section comprendrait un Groupe de la comptabilité, un Groupe des fournisseurs et un Groupe des états de paie, et une caisse.

85. La Section comprendrait un chef adjoint (P-4), trois fonctionnaires des finances (2 P-4 et 1 P-3), 19 assistants (2 agents du Service mobile, 6 agents des services généraux (autres classes), 8 Volontaires des Nations Unies et 3 administrateurs recrutés sur le plan national), et 15 agents recrutés dans le pays. Huit des 19 assistants seraient déployés dans les quatre secteurs (1 agent des services généraux et 1 Volontaire des Nations Unies dans chacun d'entre eux).

86. La Section du personnel serait dirigée par le chef du personnel civil (P-5) qui, assisté d'un commis (agent recruté dans le pays), recruterait, administrerait et gèrerait le personnel recruté dans le pays, administrerait les paiements dus aux membres du personnel civil et du personnel de police recrutés sur le plan international, et s'occuperait de la gestion des postes, de l'organisation des carrières et de la formation du personnel. Elle comprendrait un Groupe de l'administration et de la gestion du personnel, un Groupe du personnel recruté dans le pays, et un Groupe du personnel international.

87. La Section compterait 22 fonctionnaires (1 poste P-4, 1 P-3, 1 fonctionnaire recruté sur le plan national, 10 agents recrutés dans le pays et 3 Volontaires des Nations Unies), qui assureraient l'application des politiques et procédures relatives au personnel, suivraient les procédures de consultation et d'examen des plaintes du personnel, examineraient les affaires disciplinaires et les allégations concernant des fautes professionnelles, administreraient les promotions, les indemnités de fonction, le déploiement et le redéploiement de personnel et la gestion des postes.

88. Un administrateur du personnel (P-4), épaulé par deux assistants d'administration du personnel (agents du Service mobile), un assistant au recrutement (Volontaire des Nations Unies) et trois commis au personnel (agents recrutés dans le pays), serait chargé du recrutement, de l'administration et de la gestion du personnel recruté dans le pays.

89. Un administrateur du personnel (P-3), aidé de deux assistants aux recrutements et aux affectations (Service mobile), et six assistants d'administration du personnel (5 agents recrutés dans le pays et 1 Volontaire des Nations Unies) serait chargé de déterminer les besoins de recrutement de personnel international et les priorités à cet égard. L'équipe serait chargée également de superviser et de suivre les affectations aux postes vacants, de tenir à jour un fichier des affectations internes, d'analyser les vacances prévues, de suivre les pièces administratives, d'assurer l'orientation des nouveaux fonctionnaires et de tenir des registres de présence à l'échelle de la Mission. Un fonctionnaire chargé de la formation (Service mobile), épaulé par un assistant (agent recruté dans le pays), un coordonnateur de la formation (Service mobile) et deux commis (1 Volontaire des Nations Unies et 1 agent recruté dans le pays) seraient chargés de déterminer les besoins en matière de formation, de mettre au point et d'organiser des cours de formation et des programmes techniques linguistiques à l'échelle de la Mission.

90. La Section des achats serait dirigée par un chef des achats (P-5) qui serait chargé d'effectuer aux niveaux local et international les achats de biens et de services destinés à la Mission, de trouver des fournisseurs et d'en tenir un registre, d'effectuer des études de marché et de suivre l'exécution des marchés conclus. La Section comprendrait le Groupe des marchés, le Groupe des achats, le Groupe du traitement et les groupes d'appui régionaux.

91. Au quartier général de la Mission à Monrovia, le chef des achats serait assisté d'une équipe de 33 fonctionnaires (3 P-4, 4 P-3, 9 agents du Service mobile, 6 Volontaires des Nations Unies, et 11 agents recrutés dans le pays). Un bureau auxiliaire régional sera implanté en Sierra Leone, ce qui est justifié par un marché stable, des normes établies pour les achats des Nations Unies, et l'infrastructure en place offerte par la MINUSIL. Le bureau régional aurait pour effectif un fonctionnaire du Service mobile, deux agents des services généraux et deux agents recrutés dans le pays.

92. La Section des services généraux serait dirigée par le chef des services généraux (P-5), épaulé par quatre fonctionnaire (1 fonctionnaire de la classe P-2, 1 agent des services généraux, 1 Volontaire des Nations Unies, et 1 agent recruté dans le pays). La Section traiterait les affaires relatives aux réclamations et au contrôle du matériel, organiserait les voyages et s'occuperait des visas, du courrier et de la valise diplomatique, de la reproduction des documents, de l'enregistrement et des archives électroniques, ainsi que de la gestion des installations et des camps de transit. La Section comprendrait six groupes : le Groupe d'examen des réclamations et du contrôle du matériel (Commission d'enquête comprise), le Groupe des voyages, du trafic et des visas, le Groupe de l'enregistrement et des archives, le Groupe du courrier et de la valise diplomatique, le Groupe de la réception et de l'inspection du matériel et le Groupe de la gestion des camps de transit.

93. Le Groupe d'examen des réclamations, du contrôle du matériel et de la Commission d'enquête comprendrait le chef du groupe (P-4) et sept autres fonctionnaires (1 fonctionnaire de la classe P-3, 1 fonctionnaire du Service mobile, et 4 agents recrutés dans le pays), qui examineraient les réclamations présentées par des tiers à l'Organisation des Nations Unies et les demandes de remboursement en cas de perte ou de dommage d'effets personnels de membres de la Mission, s'occuperaient de la passation du matériel par pertes et profits et assureraient le service des comités locaux de contrôle de matériel et d'examen des réclamations.

94. Le Groupe des voyages, du trafic et des visas serait dirigé par un administrateur (P-3) chargé des voyages et des visas, épaulé par 12 fonctionnaires (2 agents du Service mobile, 2 agents des services généraux, 2 Volontaires des Nations Unies et 6 agents recrutés dans le pays). Le Groupe serait chargé des arrangements relatifs aux voyages autorisés et aux visas, de la liaison avec les autorités de l'aéroport et les services d'immigration, et du transport du personnel à destination et en provenance de l'aéroport.

95. Le Groupe de l'enregistrement et des archives serait dirigé par un administrateur du Service mobile, épaulé par un Volontaire des Nations Unies et quatre agents recrutés dans le pays. Le Groupe serait chargé de gérer les archives et les dossiers ainsi que la documentation (stockage en imagerie, reproduction et impression), qui pourrait être volumineuse pour l'appui à l'information et à d'autres activités organiques. Le Groupe mettrait en place et gérerait les archives électroniques de la Mission et la reproduction des documents.

96. Le Groupe du courrier et de la valise diplomatique serait encadré par un administrateur du Service mobile épaulé par un Volontaire des Nations Unies et deux agents recrutés dans le pays. Il s'occuperait de distribuer et de collecter le courrier à l'arrivée et au départ, y compris le courrier des contingents, et de gérer les opérations de la valise pour l'ensemble de la Mission.

97. Le Groupe de la réception et de l'inspection, encadré par un administrateur (P-3) appuyé par 17 fonctionnaires (1 fonctionnaire de la classe P-2, 4 fonctionnaires du Service mobile, 4 Volontaires des Nations Unies et 8 agents recrutés dans le pays), serait chargé de réceptionner et d'inspecter tous les articles livrés dans tous les bureaux ou postes avancés du Libéria. L'équipe inspecterait les vivres et les combustibles dans les points de livraison en gros de tous les secteurs, inspecterait et enregistrerait la réception de tous les avoirs et consommables. Elle

consignerait éventuellement dans un rapport les irrégularités ou dommages constatés à l'inspection.

98. Le Groupe de la gestion des installations de transit, encadré par un administrateur de classe P-3 appuyé par un fonctionnaire du Service mobile et trois agents recrutés dans le pays, gèrerait les installations et les camps. Il disposerait aussi des services de corps de métier (menuisier, plombier, électricien, etc.) qu'il obtiendrait lorsqu'il les demanderait à la Section de l'infrastructure.

99. La Section médicale serait dirigée par son chef (P-5), qui coordonnerait et assurerait des services médicaux intégrés, militaires et civils, organiserait les soins médicaux, assurerait les examens et les soins préventifs au personnel de l'ensemble de la MINUL, coordonnerait les évacuations sanitaires primaires et les autres, dans la zone de la Mission et vers l'extérieur, planifierait les secours médicaux pour les cas d'urgence, assurerait l'inspection des installations médicales appartenant aux contingents et exploitées par les contingents.

100. À Monrovia, la Section compterait un fonctionnaire de classe P-3, cinq Volontaires des Nations Unies, et neuf agents recrutés dans le pays, qui assurerait les services médicaux au personnel de la Mission à Monrovia, exploiterait deux dispensaires et laboratoires, et s'occuperait de faire hospitaliser au besoin le personnel de la Mission. La Section déploierait deux Volontaires des Nations Unies dans chacun de trois des quatre secteurs (secteur de Monrovia exclu), ainsi que neuf agents recrutés dans le pays.

101. Le Groupe des conseils au personnel compterait un fonctionnaire de la classe P-4, un fonctionnaire du Service mobile, deux Volontaires des Nations Unies et un agent recruté dans le pays, qui dispenseraient des conseils au personnel et s'occuperaient avec lui de gestion du stress. Ils aideraient en outre le personnel à régler les éventuels problèmes personnels que causeraient les conditions de vie particulièrement difficiles dans la zone de la Mission.

102. Le Groupe de l'appui aux Volontaires des Nations Unies comprendrait quatre Volontaires des Nations Unies, chargés de gérer l'ensemble des Volontaires affectés à la Mission.

Services de soutien intégré

Tableau d'effectifs proposé pour 2003-2004

	<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>				<i>Agents des services généraux et catégories apparentées</i>			Total, personnel international	<i>Personnel recruté sur le plan national</i>	<i>Volontaires des Nations Unies</i>	Total général
	<i>SGA/SSG</i>	<i>D-2/D-1</i>	<i>P-5/P-4</i>	<i>P-3/P-1</i>	<i>Service mobile</i>	<i>Services généraux</i>	<i>Service de sécurité</i>				
Quartier général de la Mission	—	1	22	33	70	14	—	140	263	80	483
Bureaux extérieurs	—	—	1	8	66	—	—	75	193	61	329
Total	—	1	23	41	136	14	—	215	456	141	812

103. Les services de soutien intégré seraient dirigés par un administrateur de la classe D-1 chargé de planifier, de coordonner et de mettre en oeuvre l'appui

logistique et technique à la composante police civile, à la composante militaire et à la composante organique de la Mission, dans les domaines suivants : planification du soutien logistique intégré aux éléments civilo-militaires; construction et entretien des bâtiments; opérations aériennes et opérations de transport; transmissions et services informatiques; fournitures générales et mouvement du matériel, des biens et des fournitures dans toute la zone de la Mission. En outre, les services de soutien intégré assureraient la gestion des avoirs et le contrôle des stocks pour tous les biens appartenant aux Nations Unies ainsi que la gestion des mémorandums d'accord conclus avec les pays fournissant des contingents en ce qui concerne la réception et la vérification périodique du matériel appartenant aux contingents et du matériel relevant du soutien autonome.

104. Les services de soutien intégré comprendraient, outre le bureau du chef des services, un Centre commun d'opérations logistiques, une Section des approvisionnements, une Section de l'infrastructure, une Section des communications et des services informatiques, une Section du contrôle des mouvements, une Section des transports et une Section de l'aviation. Le chef des Services de soutien intégré superviserait en outre un Groupe du contrôle des stocks, un Groupe de la cession des avoirs et un Groupe de la vérification et du matériel appartenant aux contingents.

105. Le Bureau du chef des Services de soutien logistique compterait huit fonctionnaires (1 P-5, 1 P-4, 2 agents du Service mobile et 2 Volontaires des Nations Unies, ainsi que 2 agents recrutés sur le plan national). Ces personnes aideraient le chef à s'acquitter de ses fonctions, à savoir notamment à planifier et à coordonner les activités de soutien technique et logistique de la Mission et à assurer le suivi des questions opérationnelles avec les sections compétentes. Le chef des Services de soutien logistique entretiendrait des relations étroites avec le Bureau du chef des Services administratifs, le chef d'état-major de la force, le chef de la police civile, le chef des observateurs militaires et les autres chefs de section du Service administratif pour ce qui est des questions relatives à la coordination de l'exécution des plans de soutien de la Mission.

106. Le Centre commun d'opérations logistiques serait dirigé par un administrateur de la classe P-5 qui, via des services intégrés aux services logistiques militaires, superviserait le soutien logistique de la Mission. Le Centre contrôlerait le déploiement, le redéploiement et le soutien logistique des contingents militaires dans la zone de la Mission et coordonnerait la planification et l'apport d'un soutien logistique aux opérations humanitaires. À Monrovia, le Centre disposerait d'une cellule de planification ainsi que d'une cellule pour chacun des services logistiques assurés par l'ONU (carburant, ravitaillement, eau et transports), et son personnel se composerait de 29 fonctionnaires (4 administrateurs de la classe P-4, 5 de la classe P-3, 4 agents du Service mobile, 4 Volontaires des Nations Unies, 2 agents des services généraux et 10 agents recrutés sur le plan national). Ces fonctionnaires seraient chargés de coordonner, de diriger et de suivre les opérations logistiques sur le terrain, de coordonner la mise en place du soutien logistique entre les différentes sections des Services de soutien intégré, de recueillir des informations sur les besoins en matière de soutien logistique sur le terrain, de tenir à jour des bases de données et d'effectuer régulièrement des missions d'évaluation sur le terrain. Le Centre déploierait en outre quatre petits détachements auprès des quatre quartiers généraux de brigade, qui serviraient aussi de postes de commandement de secteur.

Chaque détachement comprendrait un administrateur de la classe P-3, deux agents du Service mobile et quatre agents recrutés sur le plan national.

107. La Section du contrôle des mouvements serait dirigée par un administrateur de la classe P-5, qui coordonnerait les mouvements de personnel et de matériel par voie aérienne, fluviale et maritime et par voie de surface, le déploiement, la relève et le rapatriement des militaires et des observateurs militaires, les mouvements de matériel appartenant aux contingents et appartenant à l'ONU, le mouvement d'effets personnels des membres du personnel civil à l'intérieur, en provenance et à destination de la zone de la Mission, et les opérations de dédouanement, y compris le dédouanement des marchandises dangereuses. En outre, il superviserait les mouvements de personnel civil et militaire dans la zone de la Mission, la circulation des passagers et du matériel et les opérations d'entreposage. La Section serait responsable des mouvements en grand nombre de biens et de personnes à destination et en provenance des camps de désarmement, démobilisation, réinstallation et réinsertion. Elle comprendrait un centre mixte du contrôle des mouvements, un groupe des mouvements aériens, un groupe des mouvements maritimes et un groupe des mouvements routiers.

108. Le Centre mixte du contrôle des mouvements planifierait et contrôlerait tous les mouvements. Son personnel se composerait d'un administrateur de la classe P-4, de deux administrateurs de la classe P-3, de deux agents du Service mobile et de trois agents des services généraux. Le Groupe des mouvements aériens superviserait l'établissement des manifestes pour tous les appareils des Nations Unies et contrôlerait tout le fret aérien, y compris le chargement et la réception. Il compterait 1 P-4, 2 P-3 plus un certain nombre de personnes détachées dans chaque secteur. Le secteur 1, qui comprendrait l'aéroport international Roberts, comptera trois agents du Service mobile chargés du contrôle des mouvements et quatre agents recrutés sur le plan national. À chacun des autres secteurs seraient affectés un agent du Service mobile et un Volontaire des Nations Unies, assistés de deux agents recrutés sur le plan national. Le Groupe des mouvements maritimes serait chargé de Monrovia et de Freeport et se composera de deux agents du Service mobile, de deux Volontaires des Nations Unies et de deux agents recrutés sur le plan national.

109. La Section de l'infrastructure serait dirigée par un administrateur de la classe P-5 qui planifierait les travaux de construction et de réparation dans la zone de la Mission, exécuterait les projets de construction et de remise en état de bâtiments et d'installations et superviserait l'exécution des contrats de construction, organise l'entretien des locaux de la Mission (locaux à usage de bureaux et locaux d'hébergement), administrerait les stocks et les fournitures de la Section, assurerait la mise en place et le fonctionnement des installations d'épuration et de mise en bouteille de l'eau et superviserait la remise en état des aérodromes, selon les besoins. À Monrovia, la Section compte un poste P-4, un poste P-3, deux postes de Volontaires des Nations Unies et deux postes d'agent des services généraux. Elle comprendrait quatre groupes : planification et conception des projets, gestion du matériel, gestion des camps et des bâtiments et gestion des avant-postes.

110. Le personnel du Groupe de la planification et de la conception des projets se composerait d'un P-3, de trois Volontaires des Nations Unies et de deux agents recrutés sur le plan national. Le Groupe dresserait tous les plans et définirait toutes les spécifications des travaux, civils, électroniques et mécaniques, en vue d'appels

d'offre ou de l'exécution des travaux par la Section. Le Groupe pourrait faire appel à des systèmes de conception assistée par ordinateur.

111. Le Groupe de la gestion du matériel serait dirigé par un administrateur de la classe P-3 et compterait en outre un agent du Service mobile, un agent des services généraux et cinq agents recrutés sur le plan national. Il serait chargé de la gestion des stocks de matériel de la Section et de la comptabilité des stocks pour l'ensemble de la zone de la Mission. La gestion des stocks consisterait à superviser l'entreposage, l'approvisionnement, la distribution et le renouvellement du matériel, y compris en ce qui concerne le matériel destiné aux contingents.

112. Le Groupe de la gestion des camps et des bâtiments serait supervisé par un administrateur de la classe P-3 et comprendrait en outre trois agents du Service mobile, neuf Volontaires des Nations Unies et 48 agents recrutés sur le plan national. Il serait chargé de l'entretien de l'ensemble des installations des Nations Unies à Monrovia, y compris les terminaux portuaires et aéroportuaires utilisés par la MINUL.

113. Le Groupe de la gestion des avant-postes serait responsable de l'entretien des installations existantes ainsi que de la construction de nouvelles installations dans toute la zone de la Mission. Le chef du Groupe (P-3) serait assisté d'un administrateur de la classe P-3, de quatre agents du Service mobile, de neuf Volontaires des Nations Unies et de 20 agents recrutés sur le plan national. Le Groupe travaillerait en liaison étroite avec le quartier général de la Force et planifierait tous les travaux d'infrastructure dans le secteur de Monrovia. Il coordonnerait en outre les travaux des trois autres équipes de secteur chargées des travaux d'infrastructure.

114. Les trois équipes de secteur chargées des travaux d'infrastructure seraient composées chacune d'un P-3, de six agents du Service mobile, de neuf Volontaires des Nations Unies et de 24 agents recrutés sur le plan national. Elles seraient installées dans les postes de commandement de secteur et superviseraient tous les travaux de génie dans leurs secteurs respectifs. Les équipes de secteur comprendraient les spécialistes suivants : électriciens, installateurs de groupes électrogènes, menuisiers, plombiers, maçons, soudeurs, conducteurs de matériel lourd et réparateurs de matériel d'épuration de l'eau et d'appareils de climatisation.

115. La Section de l'aviation serait dirigée par un administrateur de la classe P-5 qui planifierait et coordonnerait l'utilisation des moyens aériens civils et militaires de la Mission, veillerait au fonctionnement d'un système d'appui aérien coordonné à l'échelle de la Mission, établirait et ferait appliquer les instructions permanentes concernant les opérations aériennes, assurerait le contrôle opérationnel des contrats de fret, des services d'aérodrome et des projets de remise en état des terrains d'aviation, dirigerait le fonctionnement des terminaux, organiserait l'étude et l'évaluation des terrains d'aviation et des zones de poser d'hélicoptères dans les régions éloignées, assurerait la communication aux équipages de données d'évaluation de la menace et de données aéronautiques et météorologiques, assurerait la liaison avec les autorités nationales et internationales de l'aviation, délivrerait les autorisations de vol et assurerait le contrôle en vol.

116. La Section comprendrait quatre cellules qui sont chargées respectivement des opérations aériennes, de la gestion des contrats, des services d'aérodrome et des services techniques, et dont le personnel se composerait de 33 fonctionnaires

(1 administrateur de la classe P-4, 5 administrateurs de la classe P-3, 5 agents du Service mobile, 4 agents des services généraux, 4 Volontaires des Nations Unies et 14 agents recrutés sur le plan national).

117. La Section des communications et des services informatiques serait dirigée par un administrateur de la classe P-5 qui serait appuyé par un P-3, un agent du Service mobile, deux agents recrutés sur le plan national et un Volontaire des Nations Unies. Cette section assurerait la planification, l'installation et l'entretien de toute l'infrastructure des communications et de l'ensemble des systèmes informatiques dans la zone de la Mission. Elle disposerait d'effectifs nombreux et gèrerait un stock important de matériel coûteux. Elle serait en outre chargée de questions budgétaires et financières, notamment de la comptabilité et du suivi des dépenses de matériel de communication, aussi bien pour les communications officielles que pour les communications privées. On a donc créé au sein de la Section, parallèlement au groupe des communications et au groupe des services informatiques, une unité administrative (appui aux usagers), spécialement chargée des questions administratives et financières.

118. Le Groupe des communications serait dirigé par un administrateur de la classe P-4 qui est assisté de 31 fonctionnaires (6 agents du Service mobile, 4 Volontaires des Nations Unies et 21 agents recrutés sur le plan local). Il serait responsable de l'installation, du fonctionnement et de l'entretien des systèmes et de l'infrastructure de communication sur toute la zone de la mission, y compris des microterminaux, des centraux téléphoniques, des répéteurs et des émetteurs, des liaisons hertziennes et des relais et studios radio. Le Groupe déploierait en outre sept agents du Service mobile, huit Volontaires des Nations Unies et 12 agents recrutés sur le plan national dans les secteurs de l'est, de l'ouest et du nord et dans celui de Monrovia.

119. Le Groupe administratif assurerait la gestion des avoirs et l'appui aux usagers. Il serait supervisé par un agent du Service mobile et serait chargé de tout l'aspect financier de la gestion des avoirs (gestion des stocks et des fournitures de pièces détachées destinées au matériel de transmission, facturation des communications téléphoniques et gestion de la salle radio et du standard téléphonique central). Le Groupe comprendrait, au quartier général de la Mission, cinq agents du Service mobile, cinq Volontaires des Nations Unies et 10 agents recrutés sur le plan national. À ceux-ci s'ajouteraient trois agents du Service mobile, trois Volontaires des Nations Unies et six agents recrutés sur le plan national qui seraient déployés dans trois des quatre secteurs pour s'occuper de la gestion des avoirs, de la facturation des communications téléphoniques et des autres fonctions d'appui aux usagers.

120. Le Groupe des services informatiques, qui serait dirigé par un administrateur de la classe P-4, serait chargé des tâches suivantes : fonctionnement, entretien et réparation des réseaux et de l'infrastructure informatiques de la Mission, mise au point d'applications, sécurité des réseaux, contrôle de l'accès et intégrité des données, administration des applications et des bases de données, appui aux usagers et formation. Le personnel du Groupe se composerait d'un administrateur de la classe P-3, de trois administrateurs de la classe P-2, de quatre agents du Service mobile, de 10 Volontaires des Nations Unies et de six agents recrutés sur le plan national. Ces personnes veilleraient au fonctionnement et à l'entretien quotidien de l'infrastructure informatique et des applications.

121. Le Groupe déploierait trois P-2, six agents du Service mobile, six Volontaires des Nations Unies et 12 agents recrutés sur le plan national dans les secteurs est, ouest et nord. Le secteur de Monrovia serait couvert par le personnel du quartier général.

122. La Section des transports serait dirigée par un administrateur de la classe P-5 qui planifierait, organiserait et contrôlerait les services de transport routier de la Mission, assurerait l'entretien et la réparation du parc automobile de la Mission et dirigerait l'atelier de réparation; allouerait et répartirait les véhicules; formulerait et mettrait en application les normes et procédures de sécurité routière et les directives relatives à l'entretien des véhicules; gèrerait les stocks et les fournitures de pièces détachées; et organiserait les services d'attribution de véhicules. La Section comprendrait un chef adjoint aux transports (P-4), un agent des services généraux, deux agents recrutés sur le plan national et un Volontaire des Nations Unies. Ceux-ci aideraient le chef des transports à établir le budget et à contrôler les transactions financières effectuées par la Section. Ils établiraient les demandes de fournitures en vue de l'achat de nouveau matériel et contrôleraient les comptes d'avances temporaires dans toute la zone de la Mission. La Section serait subdivisée en deux groupes : le Groupe de la gestion du parc de véhicules et le Groupe de l'entretien du parc de véhicules.

123. Le Groupe de la gestion du parc de véhicules serait supervisé par un administrateur de la classe P-3 assisté de 70 personnes au total, dont six agents du Service mobile, neuf Volontaires des Nations Unies et 55 agents recrutés sur le plan national. Ce groupe serait chargé de la liaison avec les contingents, de l'examen et de la formation des chauffeurs et de la délivrance des permis de conduire, du contrôle de l'inventaire et de la gestion des stocks, de la répartition des tâches et de l'affectation des véhicules légers et lourds. Le Groupe veillerait en outre à ce que des chauffeurs soient disponibles pour tous les véhicules particuliers et tous les véhicules utilitaires.

124. Le Groupe de l'entretien du parc de véhicules serait supervisé directement par un administrateur de la classe P-3. Il assurerait l'entretien des véhicules au quartier général de la Mission et dans les secteurs, et gèrerait les stocks de pièces détachées. Le Groupe prendrait en outre des mesures pour éviter les accidents et effectuerait des contrôles à cette fin. Le personnel du Groupe se composerait, outre le chef, de 13 agents du Service mobile, de 55 agents recrutés sur le plan national et de 17 Volontaires des Nations Unies.

125. La Mission aurait besoin des effectifs susindiqués pour gérer efficacement le parc automobile de l'ONU, composé de véhicules et d'engins du génie (quelque 1 350 véhicules et remorques), qui servirait au personnel civil et au personnel militaire. En plus du personnel en poste au quartier général, des effectifs seraient déployés en suffisance dans les quatre secteurs afin d'assurer des services d'entretien et de réparation et des services de ravitaillement en carburant et en eau, ainsi que des services d'attribution et de récupération des véhicules, qui tourneraient 24 heures sur 24 tous les jours de la semaine.

126. Le Groupe de contrôle du matériel et des stocks serait chargé du contrôle et de l'entretien du stock de matériel de la Mission, y compris du fonctionnement du système de contrôle du matériel des missions. Il serait dirigé par un administrateur de la classe P-4 et comprendrait deux cellules, l'une spécialisée dans la gestion des bases de données et l'établissement des rapports, l'autre dans l'inspection et la

vérification sur le terrain de tout le matériel appartenant à l'ONU. La Cellule de gestion des bases de données compterait un poste P-3, trois postes d'agents du Service mobile et six postes d'agent recruté sur le plan national. Elle assurerait la gestion et l'entretien du système de contrôle du matériel des missions, la tenue de l'inventaire et l'enregistrement comptable de la liquidation du matériel. La Cellule de vérification et d'inspection sur le terrain serait chargée de vérifier le matériel sur le terrain. Elle serait supervisée par un agent du Service mobile et serait organisée en équipes (4 agents du Service mobile, 4 Volontaires des Nations Unies et 6 agents recrutés sur le plan national) ayant pour tâche principale de se rendre dans les zones de déploiement sur tout le territoire du Libéria pour recenser le matériel appartenant à l'ONU à l'aide de codes à barres et établir des rapports sur l'état de ce matériel.

127. Le Groupe de la vérification et du matériel appartenant au contingent serait responsable de la gestion du matériel visé par les mémorandums d'accord, un matériel dont la valeur devrait se monter à quelque 72 millions de dollars sur la période se terminant le 30 juin 2004. Le mandat de la MINUL prévoit le déploiement de 15 000 militaires en provenance de 22 pays environ et dotés de matériel militaire complexe. On propose de placer à la tête de ce groupe un administrateur de la classe P-4. La Section serait chargée de réceptionner le matériel appartenant aux contingents, de conduire des inspections et des vérifications à divers intervalles puis au moment du rapatriement, d'établir les rapports d'inspection et de vérification et les rapports relatifs au soutien logistique autonome des contingents, de tenir à jour des bases de données et d'organiser la formation du personnel des contingents aux politiques et procédures en vigueur à l'ONU en ce qui concerne la matériel appartenant aux contingents. La Section serait subdivisée en deux groupes : le Groupe de la gestion des bases de données et de l'établissement des rapports, et le Groupe de l'inspection et de la vérification. Le premier groupe serait basé au quartier général de la Mission, à Monrovia, et le deuxième se rendrait auprès de tous les contingents pour inspecter les matériels majeurs afin de vérifier qu'ils sont bien opérationnels et pour s'assurer du soutien logistique autonome des contingents pour différentes catégories, sur la base des spécifications des mémorandums d'accord. Au total, ces deux groupes disposeraient de 21 fonctionnaires (1 poste P-4, 1 poste P-3, 7 postes d'agent du Service mobile, 4 Volontaires des Nations Unies et 8 postes d'agent recruté sur le plan national).

128. La Section des approvisionnements serait dirigée par un administrateur de la classe P-5. Elle appliquerait le programme de la Mission en ce qui concerne la fourniture des articles consommables et non consommables, administrerait et organiserait le renouvellement des stocks de matériel spécialisé et de l'approvisionnement général, et assurerait l'entreposage et la distribution des fournitures dans toute la zone de la Mission. Elle comprendrait un groupe de la planification, un groupe du contrôle des stocks et des demandes de fournitures et un groupe de l'entreposage, ainsi que les détachements chargés des fournitures dans les secteurs. Ses effectifs se composeraient de 69 fonctionnaires (1 poste P-4, 1 poste P-3, 13 postes d'agent du Service mobile, 1 poste d'agent des services généraux, 4 Volontaires des Nations Unies et 49 postes d'agent recruté sur le plan national).

129. Un groupe indépendant chargé de la cession des actifs serait créé sous la responsabilité du chef des Services de soutien intégré. Ce groupe s'occuperait de tous les biens endommagés et non utilisables qui auraient été traités par le Comité de contrôle du matériel et dont celui-ci aurait recommandé la liquidation. Les biens en question seraient remis au Groupe dans un bref délai après la délivrance du

certificat d'attente de réforme par le détenteur du bien, afin d'éviter une utilisation frauduleuse du matériel mis à la réforme. Le Groupe de la cession des actifs serait appelé à évoluer avec la Mission. Il est proposé de lui affecter pour le moment un administrateur de la classe P-3, un agent du Service Mobile et cinq agents recrutés sur le plan national.

III. Analyse des montants demandés

(En milliers de dollars des États-Unis)

Remarque

L'analyse des montants demandés que l'on trouvera ci-après part du principe de la budgétisation à base zéro.

Militaires et personnel de police

Prévisions de dépenses

Observateurs militaires

5 507,5

130. Le montant de 5 507 500 dollars demandé à cette rubrique, qui comprend un montant de 221 700 dollars relatif à la période achevée le 30 septembre 2003, doit permettre de couvrir les dépenses afférentes à l'indemnité de subsistance (missions), les frais de voyage à l'occasion du déploiement, la prime d'habillement et l'indemnité en cas de décès ou d'invalidité pour les 215 observateurs militaires. Les montants demandés ont été calculés sur la base du principe d'un déploiement échelonné des observateurs militaires, et compte tenu d'un abattement de 35 % au titre des retards dans le déploiement des effectifs pour la période du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004.

Prévisions de dépenses

Contingents

179 137,7

131. Le montant de 179 137 700 dollars demandé à cette rubrique, qui comprend un montant de 174 300 dollars relatif à la période achevée au 30 septembre 2003, doit permettre de couvrir l'ensemble des dépenses afférentes aux 14 785 membres des contingents, dont 145 officiers d'état-major (remboursements aux gouvernements aux taux standard, frais de voyage à l'occasion du déploiement et de la relève; indemnité journalière de subsistance, prime d'habillement, rations, indemnité de permission, détente et loisirs, et indemnité en cas de décès ou d'invalidité). Les montants nécessaires au titre du remboursement du matériel appartenant aux contingents et du fret pour le déploiement dudit matériel sont inclus dans le total. Les montants demandés ont été calculés sur la base du principe d'un déploiement échelonné des membres des contingents et compte tenu d'un abattement de 35 % au titre des retards dans le déploiement des effectifs pour la période du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004.

*Prévisions de dépenses***Police civile**

12 817,4

132. Le montant de 12 817 400 dollars demandé à cette rubrique doit permettre de couvrir l'indemnité de subsistance (missions), les frais de voyage à l'occasion du déploiement, la prime d'habillement et l'indemnité en cas de décès ou d'invalidité pour les 755 membres de la police civile. Il a été calculé sur la base du principe d'un déploiement échelonné des membres de la police civile et compte tenu d'un abattement de 35 % au titre des retards dans le déploiement des effectifs pour la période du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004.

*Prévisions de dépenses***Unités de police constituées**

2 824,7

133. Le montant de 2 824 700 dollars demandé à cette rubrique concerne les 360 membres des unités de police constituées et doit permettre de couvrir les remboursements aux gouvernements aux taux standard, les frais de voyage à l'occasion du déploiement et de la relève, l'indemnité journalière de subsistance, la prime d'habillement, les rations, l'indemnité de permission, détente et loisirs, les indemnités en cas de décès ou d'invalidité. Les montants demandés ont été calculés sur la base du principe d'un déploiement échelonné des membres des unités de police constituées et compte tenu d'un abattement de 35 % au titre des retards dans le déploiement des effectifs pour la période du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004.

Personnel civil*Prévisions de dépenses***Personnel recruté sur le plan international**

40 428,1

134. Le montant de 40 428 100 dollars demandé inclut un montant de 1 891 500 dollars relatif à la période achevée le 30 septembre 2003 et doit permettre de couvrir les dépenses afférentes au traitement du personnel recruté sur le plan international, les contributions du personnel et les dépenses communes de personnel, y compris la prime de risque et l'indemnité de subsistance (missions). Le barème des rémunérations de New York a été appliqué à 70 % des postes dont la création est proposée. Les dépenses de personnel pour les 30 % de postes restants ont été calculées sur la base des barèmes de rémunération pour les engagements de durée limitée, avec un facteur de réduction de 50 % appliqué aux dépenses communes de personnel pour cette catégorie de personnel. Il a également été appliqué un abattement de 50 % au titre des vacances de poste pour la période du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004.

*Prévisions de dépenses***Personnel recruté dans le pays**

3 550,9

135. Le montant de 3 550 900 dollars demandé à cette rubrique doit permettre de couvrir la rémunération du personnel recruté dans le pays, les contributions du personnel et les dépenses communes de personnel, y compris la prime de risque. Le montant prévu pour 38 administrateurs recrutés sur le plan national et 730 agents

recrutés dans le pays a été calculé compte tenu d'un taux de vacance de postes de 30 % pour la période du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004. Les dépenses au titre du personnel recruté dans le pays sont calculées sur la base des barèmes de rémunération applicables localement aux agents des services généraux et aux administrateurs recrutés sur le plan national, respectivement.

	<i>Prévisions de dépenses</i>
Volontaires des Nations Unies	7 676,3

136. Le montant de 7 676 300 dollars demandé à cette rubrique correspond au coût estimatif du déploiement de 286 Volontaires des Nations Unies, compte tenu d'un taux de vacance de postes de 30 % pour la période du 1er octobre 2003 au 30 juin 2004.

	<i>Prévisions de dépenses</i>
Consultants	454,4

137. Le montant de 454 400 dollars demandé à cette rubrique correspond au coût estimatif de l'engagement à court terme de consultants internationaux et locaux chargés d'effectuer des enquêtes et d'organiser des ateliers dans le domaine des droits de l'homme, du processus électoral, de la société civile, du journalisme et du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion, et d'organiser des programmes de formation internes.

	<i>Prévisions de dépenses</i>
Voyages	1 980,9

138. Le montant demandé de 1 980 900 dollars inclut un montant de 580 900 dollars relatif à la période achevée le 30 septembre 2003 et doit permettre de financer les voyages en mission pour des activités de formation ou d'autres activités. Parmi les voyages n'ayant pas trait à la formation, le montant permettra de couvrir les voyages de l'équipe d'évaluation initiale, ceux des hauts responsables de la Mission au Siège des Nations Unies à New York, dans les pays voisins et dans la région, et ceux du personnel du Siège jusqu'à la zone de la Mission, pour des réunions et des consultations ainsi que pour fournir à la Mission un appui technique et administratif dans les domaines de l'infrastructure (Division du soutien logistique), de la sécurité, de la sécurité aérienne, des transports et des mouvements, de la gestion des achats et des marchés, de l'administration du personnel, des communications et des services informatiques. Le montant demandé au titre des voyages pour des activités de formation couvre la participation du personnel de la MINUL aux programmes de formation dans les domaines de la gestion, des opérations logistiques, des transports terrestres, des opérations aériennes et des mouvements, de l'infrastructure, des services généraux, de la sécurité, de la sensibilisation au problème du VIH/sida, et des technologies de l'information et des communications.

*Prévisions de dépenses***Installations et infrastructure**

107 380,1

139. La Mission établira un quartier général à Monrovia et déploiera du personnel militaire et civil dans quatre secteurs et 15 districts dans l'ensemble du pays. Pour disposer de locaux à usage de bureaux suffisants, la MINUL devra louer, améliorer et entretenir des bâtiments et des installations et entreprendre un certain nombre de projets pour restaurer, rénover ou équiper ces locaux et veiller à ce que les dispositions de sécurité soient adéquates, ainsi que pour assurer un approvisionnement électrique continu de ses antennes locales.

140. Le montant de 107 380 100 dollars demandé à cette rubrique inclut un montant de 138 800 dollars relatif à la période achevée au 30 septembre 2003 et tient compte des besoins au titre de l'achat de locaux préfabriqués, des ponts, du matériel de réfrigération, des groupes électrogènes, du matériel d'épuration de l'eau, des citernes à eau et fosses septiques, du matériel d'hébergement, des citernes à essence et des pompes, du mobilier et matériel de bureau et du matériel de sécurité, de même qu'au titre de la location et de l'entretien des locaux et du matériel, des pièces détachées, des fournitures et des services collectifs de distribution, des projets de modification, de rénovation et de construction de locaux, des services de sécurité, des fournitures pour la défense des périmètres, des carburants et lubrifiants, ainsi que de l'achat de fournitures sanitaires et articles de nettoyage. Des ressources sont également prévues au titre du soutien logistique autonome des contingents et de l'acquisition d'installations et de matériels nécessaires pour les activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion de la Mission. Le montant indiqué au titre du matériel représente 75 % seulement du montant total demandé pour la Mission, et tient compte de l'abattement appliqué au titre des retards dans le déploiement des effectifs. Le montant prévu à cette rubrique comprend un montant de 8 829 100 dollars qui correspond au coût de remplacement du matériel provenant des stocks de déploiement stratégiques.

*Prévisions de dépenses***Transports terrestres**

46 607,5

141. La Mission devrait exploiter et entretenir un parc de 1 352 véhicules, dont 5 automobiles, 772 véhicules tous usages et 16 véhicules blindés à quatre roues motrices, 137 véhicules tout terrain à quatre roues motrices, 5 véhicules de transport de troupes pour les patrouilles, 108 autocars légers, moyens et lourds, 4 camionnettes, 9 ambulances, 13 véhicules pour la construction de routes; 189 camions légers, moyens et lourds; 49 remorques et 45 chariots élévateurs et chargeurs. Sur le total proposé, 579 véhicules seraient prélevés sur les stocks de déploiement stratégique et 23 proviendraient de la Base de soutien logistique des Nations Unies et d'autres missions. Le parc proposé, pour la période considérée, est déterminé sur la base des coefficients de calcul du nombre de véhicules pour le personnel militaire et civil.

142. Le montant de 46 607 500 dollars prévu à cette rubrique comprend 18 800 dollars relatifs à la période achevée le 30 septembre 2003 et représente 75 % du montant total demandé plus haut pour la Mission, compte tenu de l'abattement appliqué au titre des retards dans le déploiement des effectifs. Il comprend

également le coût de l'acquisition du matériel d'atelier nécessaire, ainsi que le coût de fonctionnement du parc de véhicules, notamment les réparations et l'entretien, les pièces de rechange, les carburants et lubrifiants et l'assurance. Un montant est également prévu pour la location à court terme de matériel de manutention et la location de véhicules pour les activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion de la Mission. Le montant demandé à cette rubrique comprend en outre un montant de 14 007 200 dollars qui représente le coût de remplacement du matériel provenant des stocks de déploiement stratégiques.

Prévisions de dépenses

Transports aériens

65 428,0

143. Pour assurer la protection des troupes, organiser des escortes armées et promouvoir la dissuasion, assurer le mouvement du personnel et du fret, le ravitaillement et le réapprovisionnement des antennes à l'intérieur du pays ainsi que l'évacuation sanitaire et celle des blessés, et compte tenu de la situation en matière de sécurité et de l'état des routes, la Mission aurait besoin de 28 hélicoptères, à savoir 8 hélicoptères MI-8 MTV de transport de personnel et de fret, de taille moyenne, 8 hélicoptères MI-8 MT, 4 hélicoptères MI-26T et 8 hélicoptères de combat MIL-24. Pour assurer l'évacuation sanitaire et celle des blessés, le transport de personnel et de fret à l'intérieur de la région, le transport de matériel lourd à l'appui de la mise en place de la Mission, et les déplacements du chef de la Mission à l'intérieur de la sous-région, la Mission exploiterait également trois autres appareils, à savoir un avion léger B-200, un avion à réaction rapide à rayon d'action moyen et un IL-76.

144. Le montant de 65 428 000 dollars demandé à cette rubrique comprend un montant de 8 700 dollars relatif à la période achevée le 30 septembre 2003 et tient compte des frais de location et d'exploitation des différents appareils, y compris le carburant d'aviation, les huiles et lubrifiants et l'indemnité de subsistance des équipages, ainsi que les frais d'atterrissage et de manutention au sol. Il comprend également les montants nécessaires pour couvrir le coût du matériel et des services au titre du soutien à l'infrastructure des aéroports ainsi que les frais de transport aérien relatifs aux activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion de la Mission. On compte que les avions nécessaires à la Mission seront tous déployés en décembre 2003, et les hélicoptères en février 2004.

Prévisions de dépenses

Transport maritimes

7 116,0

145. Le montant de 7 116 000 dollars demandé à cette rubrique doit permettre de couvrir les dépenses afférentes aux navires militaires et patrouilleurs rapides, ainsi que la location de remorqueurs côtiers et de barges pour six mois, y compris les frais d'exploitation (assurance, carburants et lubrifiants).

Prévisions de dépenses

Transmissions

30 108,5

146. Durant la période considérée, la Mission mettra en place un réseau de transmissions intégré afin d'assurer la transmission de la voix et des données de manière sûre et fiable entre son quartier général et ses antennes de même qu'entre la Mission et le Siège des Nations Unies à New York. Le montant de 30 108 500 dollars prévu à cette rubrique comprend un montant de 3 273 100 dollars relatif à la période achevée le 30 septembre 2003 et permettra d'acheter divers articles de transmission par satellite, par radio et par téléphone, les pièces de rechange nécessaires, et du matériel d'information à l'appui des activités d'information de la Mission. Le montant indiqué représente 75 % seulement du montant total prévu pour la Mission, compte tenu de l'abattement appliqué au titre des retards dans le déploiement des effectifs. Il inclut également le coût des services commerciaux de télécommunications, y compris les frais d'utilisation et de location pour les communications par satellite et ordinaires, les services auxiliaires nécessaires durant la période initiale suivant l'installation du matériel, ainsi que les coûts afférents aux informations. Un montant est également prévu au titre du soutien logistique autonome des contingents. Le montant comprend en outre une somme de 2 378 500 dollars qui représente le coût de remplacement du matériel provenant des stocks de déploiement logistique.

Prévisions de dépenses

Informatique

11 206,7

147. Pour assurer au mieux le traitement électronique des données et fournir des services informatiques à l'ensemble de la Mission, notamment l'accès des antennes de la Mission au courrier électronique, la Mission installerait, exploiterait, et entretiendrait 1 744 ordinateurs de bureaux et 553 ordinateurs portables reliés par des réseaux radioélectriques traditionnels et des réseaux locaux. Le montant de 11 206 700 dollars inscrit à cette rubrique comprend un montant de 564 400 dollars relatif à la période achevée le 30 septembre 2003 et permettra d'acheter divers matériels informatiques, y compris celui nécessaire pour les activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion de la Mission, les pièces de rechange et les fournitures informatiques, des logiciels et des licences et le paiement de droits divers, et de couvrir le coût des services informatiques nécessaires durant la période initiale suivant l'installation des matériels. Le montant prévu pour l'acquisition d'ordinateurs de bureaux et d'ordinateurs portables découle des coefficients habituels pour le personnel militaire et civil. Le montant indiqué à cette rubrique représente 75 % seulement du montant total prévu pour la Mission, compte tenu de l'abattement appliqué au titre des retards dans le déploiement des effectifs. Il comprend un montant de 1 294 400 dollars qui représente le coût de remplacement du matériel provenant des stocks de déploiement stratégique.

Prévisions de dépenses

Services médicaux

3 864,5

148. Le montant de 3 864 500 dollars demandé à cette rubrique inclut un montant de 198 400 dollars relatif à la période achevée le 30 septembre 2003 et doit permettre de couvrir le coût de l'installation d'hôpitaux de niveau 1 au quartier général et dans les secteurs et le coût du matériel de laboratoire, ainsi que le coût des fournitures médicales et de services médicaux jusqu'à ce que toutes les

installations soient en place, et les dépenses au titre du soutien logistique autonome des contingents. Le coût estimatif du matériel représente 75 % seulement du montant total prévu pour la Mission, compte tenu de l'abattement appliqué au titre des retards dans le déploiement des effectifs.

	<i>Prévisions de dépenses</i>
Matériel spécial	3 157,2

149. Un montant de 3 157 200 dollars est prévu pour l'achat de matériel d'observation et au titre du soutien logistique autonome des contingents. Le montant estimatif prévu à cette rubrique représente 75 % seulement du montant total prévu pour la Mission, compte tenu de l'abattement appliqué au titre des retards dans le déploiement des effectifs.

	<i>Prévisions de dépenses</i>
Fourniture, services et matériels divers	34 247,9

150. Le montant de 34 247 900 dollars inscrit à cette rubrique inclut un montant de 2 617 700 dollars relatif à la période achevée le 30 septembre 2003 et doit permettre de couvrir le coût de matériels et fournitures divers, du fret aérien et de surface et des frais de manutention, d'autres frais et services, notamment pour la formation, le coût des fournitures et des services, les services de détection et de neutralisation des mines, des abonnements, des services d'imprimerie et de reproduction, des cartes opérationnelles, des uniformes, drapeaux et autocollants, les effets de protection individuelle, les réceptions officielles, la vérification extérieure des comptes, l'assurance générale et les frais bancaires. Le montant comprend également le coût des rations et les paiements relatifs aux activités de désarmement, de démobilisation, de relèvement et de réinsertion de la Mission.

	<i>Prévisions de dépenses</i>
Projets à effet rapide	1 000,0

151. Le montant de 1 million de dollars prévu à cette rubrique doit permettre de couvrir le coût de projets à effet rapide visant à améliorer les infrastructures locales en matière de santé, d'éducation et d'assainissement et à appuyer des initiatives communautaires qui seraient prises à l'appui du processus de paix.

IV. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

152. En ce qui concerne le financement de la MINUL, l'Assemblée générale devra se prononcer sur les points suivants :

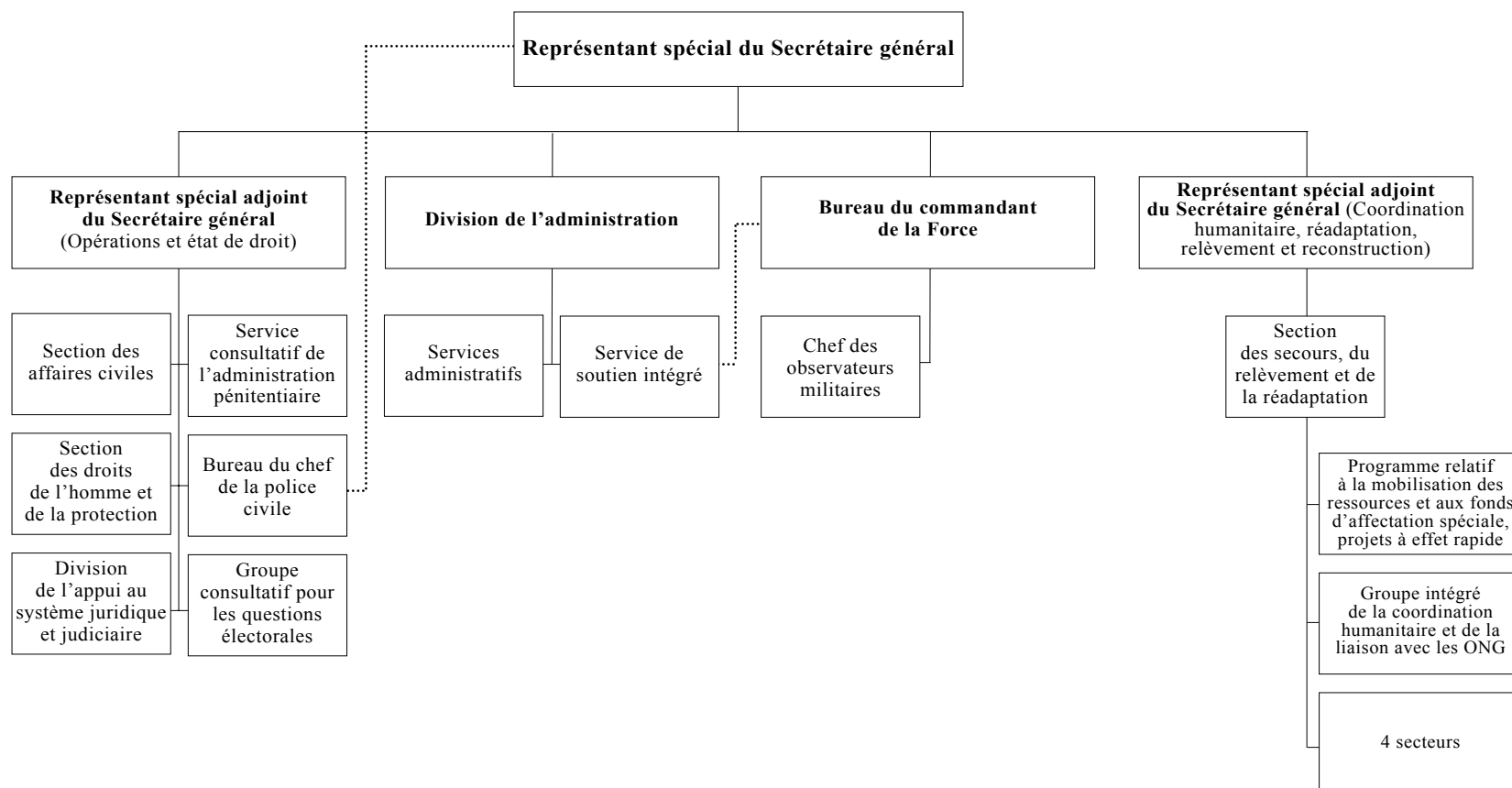
a) L'ouverture d'un compte spécial de la MINUL, pour y comptabiliser les recettes et les dépenses concernant la Mission;

b) L'ouverture d'un crédit de 564 494 300 dollars, aux fins du fonctionnement de la Mission pour la période de 11 mois allant du 1er août 2003 au 30 juin 2004, cette somme comprenant le montant de 47 462 700 dollars déjà autorisé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour la période du 1er août au 31 décembre 2003;

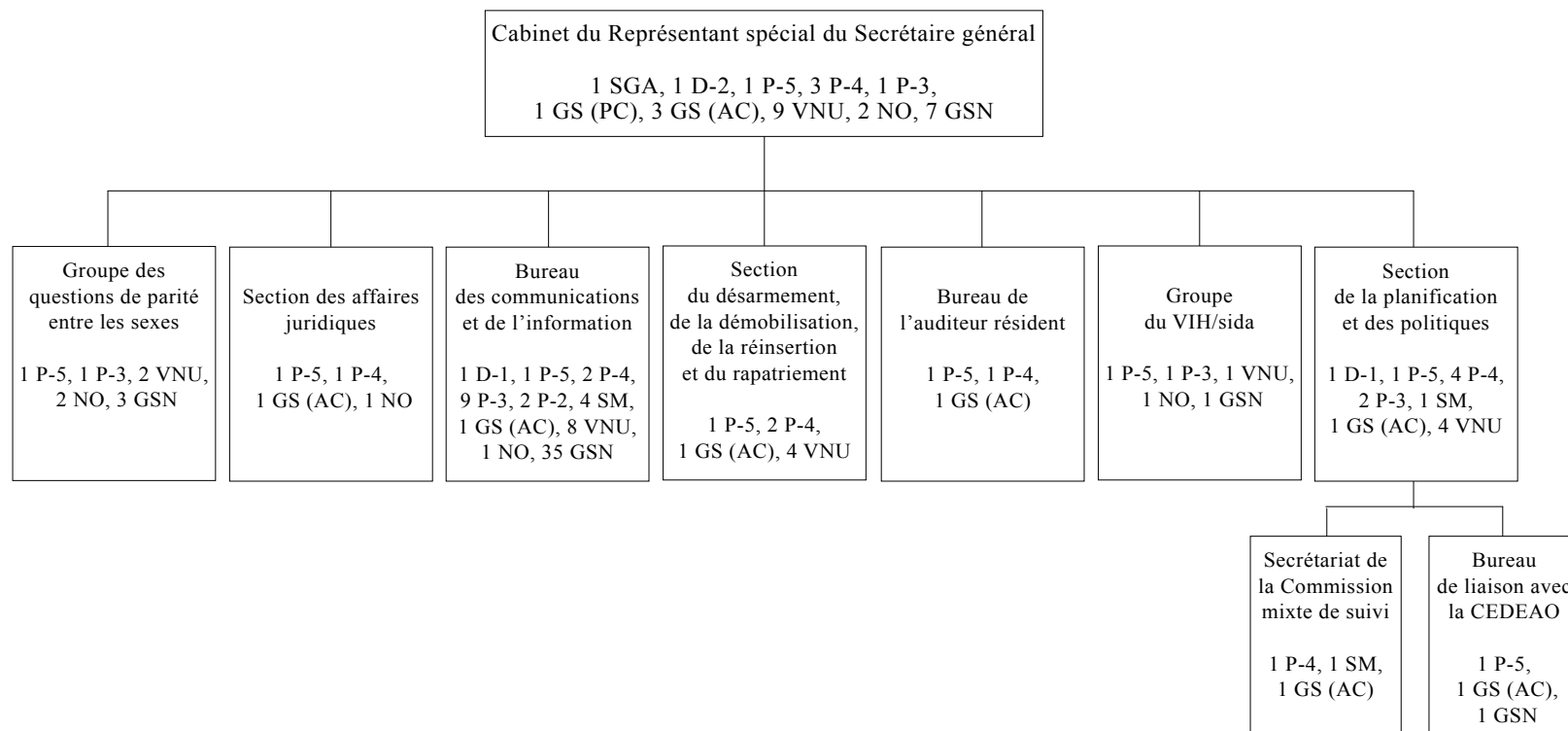
c) La mise en recouvrement d'un montant de 564 494 300 dollars pour la période du 1er août 2003 au 30 juin 2004.

V. Organigrammes

A. Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général

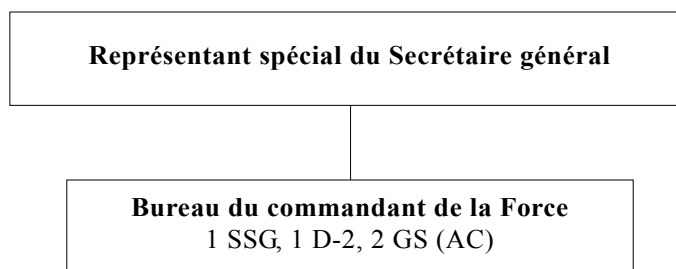


B. Cabinet du Représentant spécial du Secrétaire général



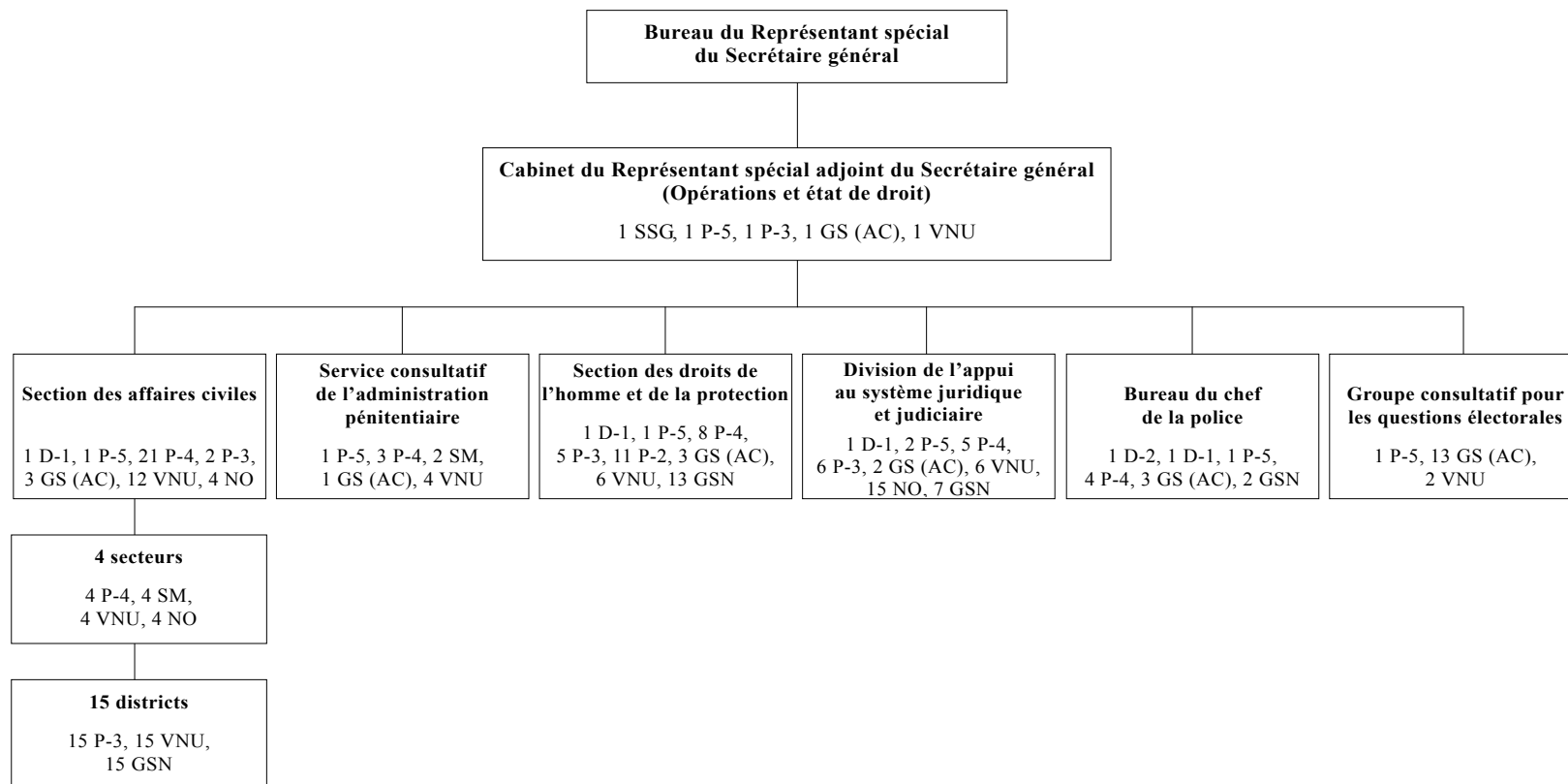
Abréviations : SGA = secrétaire général adjoint; GS (PC) = agent des services généraux (1re classe); GS (AC) = agent des services généraux (autres classes); VNU = Volontaire des Nations Unies; NO = administrateur recruté sur le plan national; GSN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile.

C. Bureau du commandant de la Force



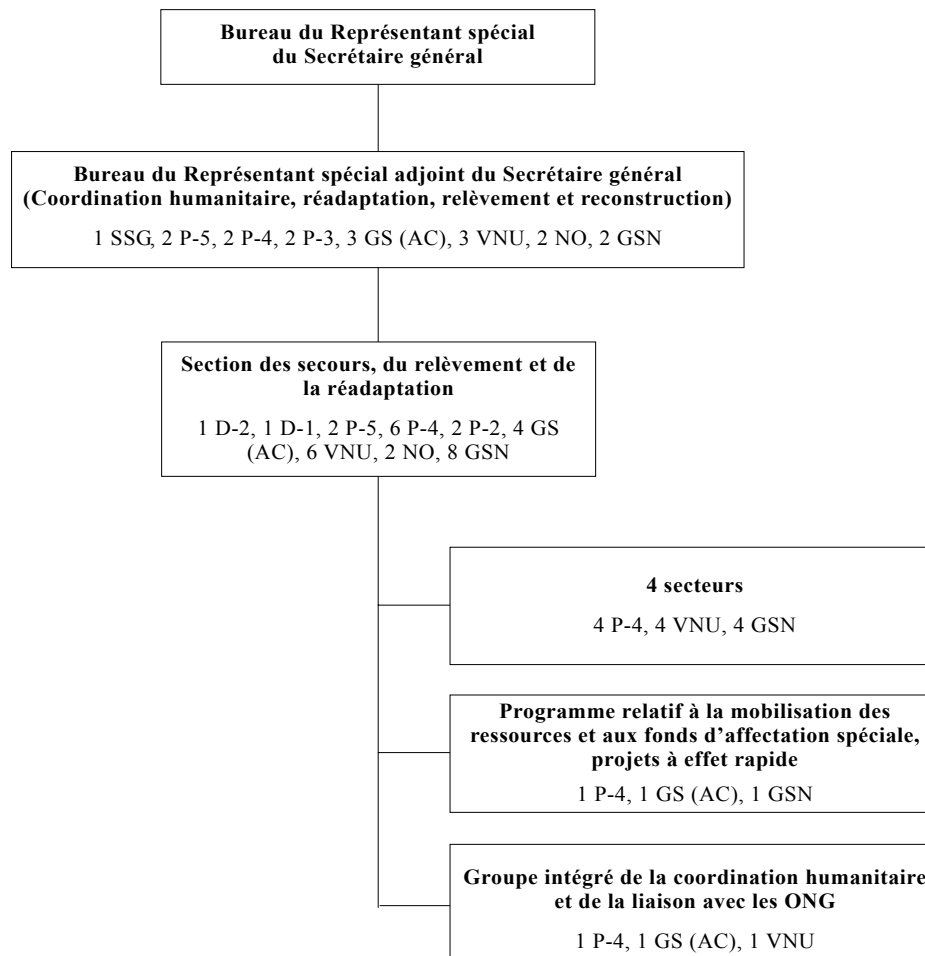
Abréviations : SSG = sous-secrétaire général; GS (AC) = agent des services généraux (autres classes).

D. Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Opérations et état de droit)



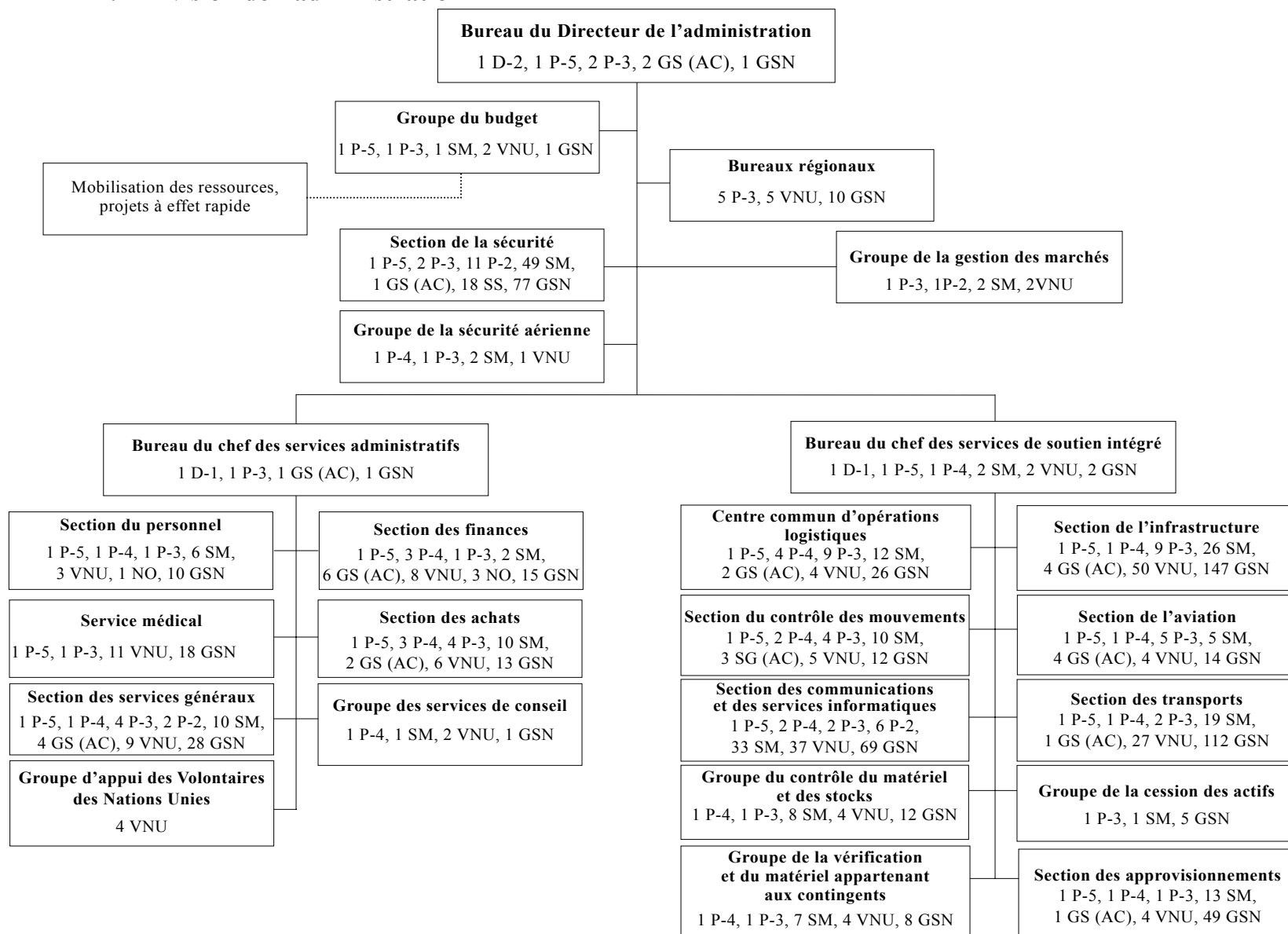
Abréviations : SSG = sous-secrétaire général; GS (PC) = agent des services généraux (1re classe); GS (AC) = agent des services généraux (autres classes); VNU = Volontaires des Nations Unies; NO = administrateur recruté sur le plan national; GSN = agent des services généraux recruté sur le plan national; SM = agent du Service mobile.

E. Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordination humanitaire, réadaptation, relèvement et reconstruction)



Abréviations : SSG = sous-secrétaire général; GS (PC) = agent des services généraux (1re classe);
GS (AC) = agent des services généraux (autres classes); VNU = Volontaires des Nations Unies;
NO = administrateur recruté sur le plan national; GSN = agent des services généraux recruté sur le plan national.

F. Division de l'administration



Abréviations : GS (AC) = agent des services généraux (autres classes); GSN = agent des services généraux recruté sur le plan national;

SM = agent du Service mobile; VNU = Volontaire des Nations Unies; SS = agent des services de sécurité; NO = administrateur recruté sur le plan national.

